

EVIDENCE

OTTAWA, Monday, March 28, 2022

The Standing Senate Committee on Official Languages met with videoconference this day at 5:01 p.m. [ET] to study matters relating to francophone immigration to minority communities.

Senator René Cormier (*Chair*) in the chair.

[*English*]

The Chair: Honourable senators, before we begin, I would like to remind senators and witnesses to please keep your microphones muted at all times unless recognized by name by the chair.

Should any technical challenges arise, particularly in relation to interpretation, please signal this to the chair or the clerk and we will work to fix the issue.

[*Translation*]

Participants should know to do so in a private area and to be mindful of their surroundings.

We will now officially begin our meeting. My name is René Cormier, senator from New Brunswick and chair of the Standing Senate Committee on Official Languages.

I would like to introduce the members of the committee who are participating in this meeting: Senator Rose-May Poirier from New Brunswick, deputy chair of the committee; Senator Raymonde Gagné from Manitoba, member of the steering committee; Senator Jean-Guy Dagenais from Quebec, member of the steering committee; Senator Bernadette Clement from Ontario; Senator Lucie Moncion from Ontario; Senator Mégie and Senator Pierre Dalphond from Quebec; and Senator Percy Mockler from New Brunswick.

I wish to welcome all of you and viewers across the country who may be watching. I would like to point out that I am taking part in this meeting from within the unceded traditional territory of the Algonquin Anishinaabe Nation.

Today, pursuant to the order of reference received from the Senate on February 10, we are beginning our hearings for the purpose of undertaking a study on francophone immigration to minority communities.

To discuss this, we have some expert researchers on this issue. For the first witness panel, we have Jean-Pierre Corbeil, Adjunct Professor, Department of Sociology, Laval University. I would add that Mr. Corbeil is the former head of the languages statistics program at Statistics Canada. We also have Christophe Traisnel, Professor of Political Science, Arts and Social Sciences Faculty,

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le lundi 28 mars 2022

Le Comité sénatorial permanent des langues officielles se réunit aujourd'hui, à 17 h 1 (HE), avec vidéoconférence, pour son étude sur l'immigration francophone en milieu minoritaire.

Le sénateur René Cormier (*président*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

Le président : Avant de commencer, je rappelle aux sénateurs ainsi qu'aux témoins qu'ils sont priés de mettre leur micro en sourdine en tout temps, sauf lorsque le président leur donne la parole.

Si vous éprouvez des difficultés techniques, notamment en matière d'interprétation, veuillez en informer le président ou la greffière, et nous ferons le nécessaire pour régler le problème.

[*Français*]

Les participants doivent être conscients du fait qu'ils participent à cette réunion dans une zone privée et qu'ils doivent être attentifs à leur environnement.

Nous allons maintenant commencer officiellement notre réunion. Je m'appelle René Cormier, sénateur du Nouveau-Brunswick et président du Comité sénatorial permanent des langues officielles.

J'aimerais vous présenter les membres du comité qui participent à cette réunion : la sénatrice Rose-May Poirier, du Nouveau-Brunswick, vice-présidente du comité, la sénatrice Raymonde Gagné, du Manitoba, membre du comité directeur, le sénateur Jean-Guy Dagenais, du Québec, membre du comité directeur, la sénatrice Bernadette Clement et la sénatrice Lucie Moncion, de l'Ontario, la sénatrice Marie-Françoise Mégie et le sénateur Pierre Dalphond, du Québec, et le sénateur Percy Mockler, du Nouveau-Brunswick.

Je souhaite à tous la bienvenue, ainsi qu'aux téléspectateurs de tout le pays qui nous regardent. Je tiens à souligner que les terres à partir desquelles je vous parle font partie du territoire traditionnel non cédé du peuple anishinabe algonquin.

Aujourd'hui, nous lançons nos audiences à la suite de l'ordre de renvoi que le Sénat nous a confié le 10 février dernier, en vue d'entreprendre une étude sur l'immigration francophone en milieu minoritaire.

Pour en discuter, nous recevons des chercheurs experts de cette question. Pour le premier groupe de témoins, nous recevons Jean-Pierre Corbeil, professeur associé au Département de sociologie de l'Université Laval. Je tiens à ajouter que M. Corbeil est l'ancien responsable du programme de la statistique linguistique de Statistique Canada. Nous accueillons

Université de Moncton, as well as Leyla Sall, Professor of Sociology, Department of Sociology and Criminology, Université de Moncton.

Gentlemen, thank you for accepting our invitation and welcome to the committee. We are ready to hear your opening remarks, which will be followed by a period of questions from senators. Without further ado, the floor is yours. We will begin with Mr. Corbeil.

Jean-Pierre Corbeil, Adjunct Professor, Department of Sociology, Laval University, as an individual: Thank you, Mr. Chair.

Good evening, members of the committee. I want to thank you for inviting me to appear before you to provide some food for thought to assist you in your work on the issues and challenges associated with francophone immigration to minority communities in Canada.

I will be addressing three main points in my remarks. First, I will share some thoughts on the importance of considering, in any discussion on the establishment of immigration targets, the unequal capacity of official language minority communities to attract and retain immigrants and migrants in general. It seems to me that such consideration necessarily requires us to reframe the discussion on establishing targets in such a way as to move away from a national target and give more consideration to the varied local and regional realities of official language communities across the country.

Second, I would briefly like to discuss the criteria for defining francophone immigration to Canada.

Lastly, I will conclude by discussing a few potential challenges and issues as Parliament studies Bill C-13 on modernizing the Official Languages Act and the role that immigration is expected to play in preserving the vitality of the French language in Canada.

It is important to note from the outset that the demographic, socioeconomic and geolinguistic issues are not at all the same in communities striving to attract immigrants as in communities where the main challenge is to integrate them. Some communities take in very few, if any, interprovincial or international migrants, whereas the populations of others grow mainly as a result of the contribution of international or interprovincial migration.

Take Toronto, for example, where more than 45% of the French-language population consists of immigrants, and North Bay and Moncton, where francophones born outside Canada

également Christophe Traisnel, professeur de science politique à la Faculté des arts et des sciences sociales de l'Université de Moncton, ainsi que Leyla Sall, professeur de sociologie au Département de sociologie et de criminologie de l'Université de Moncton.

Merci, messieurs, d'avoir accepté cette invitation et bienvenue parmi nous. Nous sommes prêts à entendre vos remarques liminaires, qui seront suivies d'une période de questions des sénateurs et des sénatrices. Si vous le voulez bien, la parole est à vous. Nous allons commencer par M. Corbeil.

Jean-Pierre Corbeil, professeur associé, Département de sociologie, Université Laval, à titre personnel : Merci, monsieur le président.

Bonjour, mesdames et messieurs les membres du comité. Je tiens à vous remercier de m'avoir invité à comparaître devant vous afin de nourrir votre réflexion et vos travaux sur les enjeux et les défis liés à l'immigration francophone en milieu minoritaire au Canada.

J'aborderai trois points principaux dans mon allocution. Dans un premier temps, je partagerai des éléments de réflexion quant à l'importance de prendre en compte la capacité inégale des communautés de langue officielle en situation minoritaire à attirer et à retenir les immigrants et les migrants, en général, dans toute discussion sur l'établissement de cibles en immigration. Une telle réflexion exige, me semble-t-il, un nécessaire recadrage de la discussion sur l'établissement de cibles, pour s'éloigner d'une cible nationale et prendre davantage en considération les réalités locales et régionales variées des communautés de langue officielle partout au pays.

Dans un deuxième temps, je souhaite aborder brièvement l'enjeu des critères de définition de l'immigration francophone au pays.

Finalement, je conclurai en soulignant certains défis et enjeux qui pointent à l'horizon dans le contexte de l'étude du projet de loi C-13 sur la modernisation de la Loi sur les langues officielles et du rôle attendu de l'immigration pour la préservation de la vitalité de la langue française au Canada.

D'entrée de jeu, il est important de rappeler que les enjeux démographiques, socioéconomiques et géolinguistiques ne sont pas du tout les mêmes dans les communautés qui peinent à attirer des immigrants et dans celles où le principal défi est de les intégrer. Certaines communautés accueillent en effet très peu de migrants interprovinciaux ou internationaux, ou pas du tout, alors que d'autres communautés voient leur population croître principalement en raison de l'apport de la migration internationale ou interprovinciale.

À titre d'exemple, mentionnons la ville de Toronto, où plus de 45 % de la population de langue française est immigrante, et celles de North Bay et de Moncton, où la part de la population

represent less than 1% and 4% respectively. To put it differently, at the time of the last census, approximately 40% of all francophones outside Quebec were living in communities where 80% or more of francophones were born in their province of residence, whereas those same communities admitted little more than 4% of all francophone immigrants outside Quebec. It seems to me these figures must be taken into consideration if the committee wishes to examine the factors at work for and against the settlement of French-speaking immigrants in minority communities and in maintaining their democratic weight.

Just as Quebec's immigration policy tends to favour the selection of immigrants who have knowledge of French upon arrival, it seems to me that some thought should be given to other criteria for defining francophone immigrants who are likely to settle in francophone minority communities.

According to the 2016 census, 26,200 immigrants who had arrived in Canada over the previous five years had French as their first spoken official language, whereas nearly 53,000 recent immigrants, twice that number, could conduct a conversation in French. Similarly, for all immigration periods, there was a total of 130,000 immigrants to Canada, outside Quebec, whose first official language spoken was French, whereas nearly 388,000 immigrants, approximately three times as many, could conduct a conversation in French. I raise this point because it seems to me that, if the idea is to consider various ways to contribute to the vitality of francophone environments and spaces in official language minority communities, some consideration should be given to the role that may be played by those who are equally comfortable in English and French, even if French is not their mother tongue or first spoken official language.

In closing, and this is my third point, I think it's important to take a brief look at some looming challenges and issues pertaining to francophone immigration. While the 4.4% target for francophone immigration outside Quebec has never been reached since 2003, it must be acknowledged that, with the recent announcement of annual national immigration levels of approximately 450,000 for 2023 and 2024, the idea of maintaining, and perhaps increasing, the demographic weight of francophone immigration across the country will need constant attention and genuine political will to be realized. Those immigration levels mean that approximately 17,000 francophone immigrants will have to be admitted outside Quebec in order to meet the 4.4% target, whereas fewer than 6,000 immigrants have been admitted there in the past five years.

francophone née à l'étranger représente moins de 1 % et moins de 4 % respectivement. En d'autres termes, lors du dernier recensement, environ 40 % de l'ensemble des francophones à l'extérieur du Québec vivaient dans une communauté où 80 % ou plus des francophones sont nés dans leur province de résidence, alors que ces mêmes communautés accueillait à peine plus de 4 % de l'ensemble des immigrants de langue française à l'extérieur du Québec. Dans l'optique où le comité souhaite examiner les facteurs qui aident ou qui nuisent à l'établissement d'immigrants d'expression française dans les communautés en situation minoritaire et au maintien de leur poids démographique, il me semble que ces considérations doivent être prises en compte.

Tout comme la politique québécoise en immigration tend à favoriser la sélection d'immigrants qui ont une connaissance du français à l'arrivée, il me semble qu'il y aurait lieu de réfléchir à d'autres critères de définition de l'immigration de langue française susceptible de s'établir dans les communautés de langue française en situation minoritaire.

Lors du recensement de 2016, notons que 26 200 immigrants arrivés au pays au cours des cinq années précédentes avaient le français comme première langue officielle parlée, alors que près de 53 000 immigrants récents pouvaient soutenir une conversation en français, soit le double. De même, pour toutes les périodes d'immigration confondues, on dénombrait un total de 130 000 immigrants ayant le français comme première langue officielle parlée au Canada hors Québec, alors que près de 388 000 immigrants pouvaient soutenir une conversation en français, soit trois fois plus environ. Je souligne ce point, car il me semble que si l'objectif est de réfléchir à diverses façons de contribuer à la vitalité de milieux et d'espaces francophones dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire, il y aurait lieu de considérer le rôle que peuvent y jouer ceux qui, même s'ils n'ont pas le français comme langue maternelle ou comme première langue officielle parlée, sont tout aussi à l'aise en français qu'en anglais.

En terminant, et c'est mon troisième point, il me semble important de souligner brièvement quelques défis et enjeux relatifs à l'immigration francophone qui pointent à l'horizon. Alors que depuis 2003 la cible de 4,4 % d'immigrants francophones à l'extérieur du Québec n'a jamais été atteinte, il faut bien reconnaître que, avec l'annonce récente de niveaux d'immigration pancanadiens annuels d'environ 450 000 pour les années 2023 et 2024, le maintien, voire l'accroissement du poids démographique de l'immigration de langue française au pays méritera une attention de tous les instants et une réelle volonté politique en ce sens. De tels niveaux d'immigration signifient qu'il faudrait accueillir environ 17 000 immigrants de langue française à l'extérieur du Québec pour atteindre une cible de 4,4 %, alors que, au cours des cinq dernières années, moins de 6 000 immigrants en moyenne y ont été admis.

Lastly, I must emphasize that part 1 of Bill C-13 provides that the government, and I quote:

—is committed to protecting and promoting the French language, recognizing that French is in a minority situation in Canada and North America due to the predominant use of English;

However, considering Quebec's rights and responsibilities under the 1991 Canada-Quebec Accord respecting the number of immigrants destined to Quebec, the announced annual national level of 450,000 immigrants should absolutely take into consideration the needs of official language minority communities in and outside Quebec. I therefore believe that a genuine dialogue between Quebec and the federal government is inevitable if the federal government is serious about its commitment to protecting French across Canada. Failing that, and assuming Quebec's immigration levels remain stable, Quebec's share of immigration to Canada would decline, which would clearly contribute to an accelerating decrease in Quebec's demographic weight within the federation and, consequently, Quebec's francophonie.

Thank you. I will be pleased to answer your questions.

The Chair: Thank you very much, Mr. Corbeil. We will now go to Mr. Traisnel.

Christophe Traisnel, Professor of Political Science, Arts and Social Sciences Faculty, Université de Moncton, as an individual: Good evening, senators. First of all, I want to say that I am very honoured to appear today as a witness before the Standing Senate Committee on Official Languages.

The aim of my remarks is to outline the research that my teams and I have conducted on francophone immigration to Canada. I will do that by highlighting the specific situation of francophone immigration outside the major centres, a special focus of my research, and particularly in the three territories and Atlantic Acadie.

Perhaps the first idea, which should be stated at the outset, is that there are major contrasts in the nature of the communities concerned and in the possibilities and constraints the local actors face in establishing admission mechanisms such as recruitment, promotion, settlement and integration of francophone newcomers.

Canada is a large country, and it is important to consider those strong contrasts for immigration to represent an opportunity for minority francophone communities to thrive. The experiences of

Enfin, il me faut souligner que la partie 1 du projet de loi C-13 dit que le gouvernement, et je cite :

[...] s'est engagé à protéger et à promouvoir le français, reconnaissant que cette langue est en situation minoritaire au Canada et en Amérique du Nord en raison de l'usage prédominant de l'anglais;

Or, considérant les droits et responsabilités du Québec en vertu de l'entente Canada-Québec de 1991 touchant le nombre d'immigrants à destination du Québec, l'annonce d'un niveau national annuel de 450 000 immigrants devrait absolument prendre en considération tant les besoins des communautés de langue officielle en situation minoritaire à l'extérieur du Québec que les besoins du Québec. Un réel dialogue entre le Québec et le gouvernement fédéral me semble donc incontournable si le gouvernement fédéral est sérieux dans son engagement de protéger le français partout au Canada. À défaut de quoi, et en supposant que les niveaux d'immigration du Québec demeurent stables, cela signifierait que la part québécoise de l'immigration au Canada irait en diminuant, ce qui contribuerait sans aucun doute à accélérer la baisse du poids démographique du Québec au sein de la fédération et, conséquemment, de la francophonie au Québec.

Je vous remercie. C'est avec plaisir que je répondrai à vos questions.

Le président : Merci beaucoup, monsieur Corbeil. Nous passons maintenant à M. Traisnel.

Christophe Traisnel, professeur de science politique, Faculté des arts et des sciences sociales, Université de Moncton, à titre personnel : Bonjour, mesdames les sénatrices et messieurs les sénateurs. Je tiens tout d'abord à souligner que je suis très honoré aujourd'hui de pouvoir m'exprimer en tant que témoin au sein du Comité sénatorial permanent des langues officielles.

L'objectif de mon intervention sera de vous faire part, dans leurs grandes lignes, des recherches que j'ai pu mener avec mes équipes dans le domaine de l'immigration francophone au Canada. Je le ferai en mettant en évidence la situation particulière de l'immigration francophone en dehors des grands centres, objet particulier de mes recherches, et notamment dans les trois territoires et l'Acadie de l'Atlantique.

C'est peut-être là une première idée qu'il faut évoquer d'emblée : le caractère profondément contrasté des communautés concernées, des possibilités et des contraintes entourant les acteurs locaux dans la mise sur pied des dispositifs d'accueil comme dans le recrutement, la promotion, l'installation et l'insertion des nouveaux arrivants francophones.

Le Canada est un grand pays, et pour que l'immigration puisse représenter une possibilité de plein épanouissement pour les francophonies minoritaires, il est important de considérer ces

migration and admission will not be the same for francophones in Toronto, Moncton, Caraquet and Whitehorse.

The second idea follows from the first: Immigrants themselves have profoundly contrasting profiles. All individuals have embarked on their own migratory journey based on a certain idea, also their own, of a plainly enchanted Canada that they will have to learn to modify when they encounter the reality on the ground.

Access to accurate and specific information before departure is thus essential. People do not immigrate to Vancouver, Quebec City, Iqaluit or Grande-Anse for the same reasons.

The third idea is that francophone immigration also entails coming into contact with public policies, institutional arrangements and community entitlements. It's an issue on which three types of aspirations intersect with federal, provincial, regional, municipal, community and individual perspectives: the individual's migratory plan with the challenge of individual or family success; the economic planning of governments with an economic development issue; and the concerns of francophone Acadian communities for their own vitality with the issues of demographic weight, population aging and community dynamics.

However, these three aspirations do not always converge. It's not because you're a francophone immigrant that you necessarily want to enrol your children in a francophone school, and we need to understand why.

The main challenge of francophone immigration is to cause the individual experiences of the immigrants themselves, the political will of decision makers and the community-building hopes of minority francophone groups to converge around a common cause: to achieve a successful confluence of francophone newcomers and host societies.

The entire challenge then is to design a set of mechanisms to make that confluence a success. Success does not depend solely on the immigrants; it also depends on the society that welcomes them and on the community that rightly views them as an opportunity.

Three more ideas, which I will only mention, should be considered.

Much has changed in these areas in Canada in the past 20 years. The immigration issue has given rise to what may now be called a "francophone immigration governance," which

grands contrastes. L'expérience migratoire et l'accueil ne seront pas les mêmes pour un francophone à Toronto, à Moncton, à Caraquet ou à Whitehorse.

La seconde idée s'inscrit dans la suite de la précédente : les immigrants eux-mêmes ont des profils profondément contrastés. Chaque individu s'inscrit en effet dans une démarche migratoire et un projet migratoire bien à lui, en fonction d'une certaine idée, bien à lui également, d'un Canada parfois assez facilement enchanté, et qu'il devra apprendre à désenchanter au regard des réalités rencontrées sur place.

L'accès à une information juste et précise avant le départ est donc essentiel. On n'immigre pas pour les mêmes raisons à Vancouver, Québec, Iqaluit ou Grande-Anse.

L'immigration francophone — c'est là la troisième idée —, c'est aussi la mise en contact de politiques publiques, de dispositifs institutionnels et d'habilitations communautaires. C'est un enjeu sur lequel s'entrecroisent les perspectives fédérales, provinciales, régionales, municipales, communautaires et individuelles avec trois types d'aspirations : le projet migratoire de l'individu avec l'enjeu de la réussite individuelle ou familiale; les planifications économiques des gouvernements avec un enjeu de développement économique; les préoccupations vitalitaires des communautés francophones et acadiennes, avec l'enjeu du poids démographique, du vieillissement de la population et des dynamiques communautaires.

Or, ces trois aspirations ne convergent pas toujours. Ce n'est pas parce qu'on est un immigrant francophone qu'on voudra nécessairement inscrire ses enfants dans une école francophone, et il faut comprendre pourquoi.

Le principal défi, dans le dossier de l'immigration francophone, est de faire converger les expériences individuelles des immigrants eux-mêmes, les volontés politiques des décideurs publics et les espoirs communautaires des francophonies minoritaires autour d'une cause commune : réussir la rencontre entre les nouveaux arrivants francophones et les sociétés d'accueil.

Tout l'enjeu est alors de penser l'ensemble des dispositifs en fonction de la réussite de cette rencontre. Cette réussite ne dépend pas que de l'immigrant. Elle dépend aussi de la société qui l'accueille et de la communauté qui le considère, à juste titre, comme une chance.

Trois autres idées sont à considérer, et je ne ferai que les mentionner.

En 20 ans, les choses ont beaucoup changé au Canada dans ces domaines. Le dossier de l'immigration a donné naissance à ce qu'il est désormais possible d'appeler une « gouvernance

should be reinforced by mobilizing immigrants, the community sector, decision makers and researchers, all of whom are involved in these considerations. The convergence is under way.

Here is another idea. For the moment, it must be said that the linguistic profile of immigrants who choose the Atlantic region does not reflect that region's current linguistic balance. Its modest targets have not been met, and the overall situation is the same elsewhere in Canada.

With respect to the second last idea, immigration isn't always a "long quiet river" for newcomers, and its course is strewn with obstacles, particularly administrative ones. Many solutions are proposed by the research and community actors who are now familiar with the landscape and who should therefore be closely involved in decision making.

Lastly, the third idea: One of the main challenges is to retain francophone newcomers, particularly in regions far removed from major centres. Retention must be viewed in a manner consistent with the mobility culture specific to the immigrants concerned. It is better to plan for mobility and to assist immigrants in pursuing their migratory experience elsewhere rather than to retain them at all costs.

Their welfare must also be considered locally, and that may be how retention is achieved. It may ultimately be done by providing high-quality public services and a community that is genuinely open to a range of diversities. Thank you.

The Chair: Thank you very much, Mr. Traisnel. Mr. Sall, the floor is yours.

Leyla Sall, Professor of Sociology, Department of Sociology and Criminology, Université de Moncton, as an individual: Good evening, senators. I am just as honoured as my colleagues to appear before you. I find the term "appearance" somewhat amusing because I come from Senegal, and, for us, the words "to appear" mean to appear before a court. So my wife was frightened when I told her I was to appear before the Senate.

The Chair: I can reassure you, sir.

Mr. Sall: Thank you very much.

That being said, francophone immigration to francophone minority communities is an ambition. It represents the ambition to expand those minority communities that face demographic and linguistic challenges and are living in or alongside a dominant anglophone community in Canada.

en immigration francophone » à renforcer, en mobilisant immigrants, secteur communautaire, décideurs et aussi chercheurs, souvent associés à ces réflexions. La convergence est à l'œuvre.

Il y a une autre idée; pour le moment, il convient de constater que le profil linguistique des immigrants qui choisissent la région de l'Atlantique ne reflète pas l'équilibre linguistique actuel de la région. Les cibles, pourtant modestes, ne sont pas atteintes et la situation est globalement la même ailleurs au Canada.

Pour ce qui est de l'avant-dernière idée, l'immigration, pour le nouvel arrivant, n'est toujours pas un « long fleuve tranquille », et son parcours est semé d'obstacles, notamment administratifs. Plusieurs solutions sont proposées par la recherche et les acteurs communautaires qui connaissent désormais très bien le terrain. Il faut donc les associer étroitement aux prises de décision.

Enfin, voici la dernière idée : l'un des principaux défis est la rétention des nouveaux arrivants francophones, particulièrement dans les régions éloignées des grands centres. Cette rétention doit être considérée en fonction de la culture de mobilité propre aux immigrants. Mieux vaut aménager la mobilité et accompagner l'immigrant dans la poursuite de son expérience migratoire ailleurs plutôt que le garder à tout prix.

En effet, il faut aussi considérer localement son bien-être, et c'est peut-être par là que passe sa rétention. Cela passe ultimement par des services publics de qualité et une communauté réellement ouverte aux diverses diversités. Je vous remercie.

Le président : Merci beaucoup, monsieur Traisnel. Monsieur Sall, la parole est à vous.

Leyla Sall, professeur de sociologie, Département de sociologie et de criminologie, Université de Moncton, à titre personnel : Bonjour, mesdames les sénatrices et messieurs les sénateurs. Je suis tout aussi honoré que mes collègues de comparaître devant vous. Le terme « comparution » m'a fait rigoler un peu, parce que je suis Sénégalais d'origine et, pour nous, le terme « comparaître » signifie comparaître devant un tribunal; ma femme avait donc peur lorsque je lui ai dit que je devais comparaître devant le Sénat.

Le président : Je vous rassure, monsieur.

M. Sall : Merci beaucoup.

Cela dit, l'immigration francophone dans les communautés francophones en situation minoritaire, c'est une ambition. Cela représente une ambition : celle d'élargir ces communautés minoritaires confrontées à des défis démographiques et linguistiques et évoluant au sein ou aux côtés d'une anglophonie dominante au Canada.

Challenges are of course involved in admitting and integrating immigrants within francophone minority communities. Those challenges are attributable in part to the social characteristics and societal trajectories of those communities.

Allow me to explain. Francophone minority communities, which are offshoots of the greater French Canadian family, are used to evolving along distinct lines, by which I mean we aim to distinguish ourselves from the dominant anglophone community and to preserve our specific characteristics to avoid being swallowed up by that dominant community.

They are also communities that have managed to forge a social cohesion model based on ethno-racial homogeneity. Suddenly, in the 2000s, they were asked to open up to diversity and to become minority host communities, communities that admitted immigrants.

Imagine communities that were used to a certain specificity, a certain homogeneity and a social cohesion model based on homogeneity that have suddenly been transformed into communities that welcome immigrants. That creates challenges, particularly in welcoming diversity.

These are communities characterized by multidimensional institutional incompleteness. They have become communities that admit immigrants, but they do not have all the necessary immigration powers. That is why some communities, particularly the Acadian community, increasingly refer to duality in immigration. They would like to have more powers with which to admit immigrants.

When I say institutional incompleteness, I am referring to the fact that, if you view French as an institution, there is obviously an institutional incompleteness because the labour market operates to a large extent in English, and that therefore raises a challenge when it comes to admitting and retaining immigrants.

As my colleague said earlier, the retention challenge is related in large part to the fact that the labour market often operates in English. Retaining these immigrants means retaining them physically, of course, but also retaining them symbolically. Imagine immigrants who arrive in Canada and are recruited by anglophone employers. They will ultimately be more or less anglicized and fail to develop a sense of belonging, but their children will ultimately be anglicized too because the symbolic value of English is quite strong among immigrants.

There are challenges, of course, but the francophone minority communities also have assets. That is not the case for all communities, but some have assets.

Il y a, bien sûr, des défis à l'accueil et à l'intégration des immigrants au sein des communautés francophones en situation minoritaire. Ces défis sont attribuables en partie aux caractéristiques sociales, et aussi aux trajectoires sociétales de ces communautés.

Je m'explique. Les communautés francophones en situation minoritaire, qui sont issues de la grande famille canadienne-française, ont été habituées à évoluer selon la logique de la distinction, c'est-à-dire qu'on veut se distinguer de l'anglophonie dominante et préserver nos spécificités pour ne pas être avalé par l'anglophonie dominante.

Aussi, ce sont des communautés qui ont réussi à bâtir un modèle de cohésion sociale basé sur l'homogénéité ethnoraciale; tout d'un coup, dans les années 2000, on leur a demandé de s'ouvrir à la diversité et de devenir des communautés d'accueil en situation minoritaire, des communautés d'accueil d'immigrants.

Imaginez des communautés qui étaient habituées à avoir une certaine spécificité, une certaine homogénéité, un modèle de cohésion sociale basé sur l'homogénéité qui se transforment tout d'un coup en communauté d'accueil d'immigrants. Cela pose des défis, notamment en matière d'accueil de la diversité.

Ce sont des communautés caractérisées par une incomplétude institutionnelle pluridimensionnelle. D'une part, elles sont devenues des communautés d'accueil d'immigrants, mais elles n'ont pas tous les pouvoirs en matière d'immigration. C'est la raison pour laquelle il y a des communautés, notamment la communauté acadienne, qui parlent de plus en plus de dualité en matière d'immigration. On voudrait avoir plus de pouvoirs pour accueillir des immigrants.

Quand je parle d'incomplétude institutionnelle, c'est lié au fait que si l'on considère le français comme une institution, c'est évident qu'il y a une incomplétude institutionnelle parce que le marché du travail fonctionne largement en anglais, et cela représente donc un défi d'accueillir et de retenir ces immigrants.

Comme le disait mon collègue tout à l'heure, le défi de la rétention est lié en grande partie au fait que le marché du travail fonctionne souvent en anglais. Retenir ces immigrants, c'est les retenir physiquement, bien sûr, mais aussi les retenir de manière symbolique. Imaginez un immigrant qui arrive au pays et qui est recruté par des employeurs anglophones. Il va finir par plus ou moins s'angliciser et ne pas développer de sentiment d'appartenance, mais ses enfants vont aussi finir par s'angliciser, parce que la valeur symbolique de l'anglais est assez élevée parmi les immigrants.

Bien sûr, il y a des défis, mais les communautés francophones en situation minoritaire ont aussi certains atouts; ce n'est pas le cas de toutes, mais certaines ont des atouts.

Certain factors promote retention and integration. They include economic vitality. Employment is obviously crucial. Employment is what enables 90% of people to stay in these communities. Then there are francophone post-secondary educational institutions, which should encourage the federal government to increase funding for the institutions in those communities. Lastly, these are communities that immigrants consider safe.

In the frequent interviews I have had with immigrants arriving from Europe, one of the things they told me was that they were staying because they felt safe enough to raise their children here.

Affordable housing is also a retention factor. We are increasingly losing that factor because housing is increasingly scarce. It is also difficult for immigrants to have their educational qualifications recognized. They also cite the anti-racist struggle because minority francophone communities have become pluralist francophone communities, but no serious anti-racist policies have been put in place.

The example I cite is Acadie, with which I'm quite familiar. The Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick, which is very interested in immigration and more or less coordinates it all, has 10 commandments for combatting racism. However, many of those 10 commandments are limited to advice on interactions among Acadians, Canadians and immigrants. Consequently, there is no policy on combatting racism in the workplace.

I'd like to invite senators to review the Employment Equity Policy because it will guarantee retention. Immigrants often complain that they are qualified but that they are not recruited as a result of the employment equity policy in Canada, which has no teeth. These are factors that more or less improve or undermine the situation.

The closure of francophone labour market sectors also plays a major role in preventing immigrants from staying in those communities even when they have been recruited. We know, for example, that, in Acadie and among minority francophones, the two francophone labour market sectors that have high-quality jobs available for immigrants are education and health.

Unfortunately, what we see is that, when those immigrants arrive, they aren't recruited in education or health, even if they are qualified in their fields. Or else, if they are recruited in the health sector, it's to fill auxiliary nurse positions or to work in senior care facilities, even though they are qualified physicians, nurses and so on.

Il y a des facteurs qui favorisent effectivement la rétention et l'intégration. Parmi ces facteurs, on peut citer le dynamisme économique; c'est évidemment l'emploi qui est le nerf de la guerre. C'est l'emploi qui fait que les gens restent à 90 % dans ces communautés. Il y a aussi la présence d'institutions d'enseignement postsecondaire francophones, ce qui devrait inciter le gouvernement fédéral à augmenter leur financement dans ces communautés. Il y a enfin le fait que ce sont des milieux considérés par les immigrants comme étant sécuritaires.

J'ai souvent accordé des entrevues à des immigrants qui arrivaient d'Europe, et ce qu'ils disaient, entre autres, c'est qu'ils restaient ici parce qu'ils se sentaient en sécurité pour y élever leurs enfants.

Le logement abordable est aussi un facteur de rétention. On perd de plus en plus ce facteur de rétention, parce que le logement devient de plus en plus rare. Il y a également la reconnaissance des diplômes qui est difficile. Les immigrants citent aussi la lutte antiraciste, parce que les francophonies minoritaires sont devenues des francophonies plurielles, mais on n'a pas mis en place des politiques antiracistes sérieuses.

Je donne l'exemple de l'Acadie, que je connais assez bien. La Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick, qui s'intéresse beaucoup à l'immigration et qui coordonne plus ou moins tout cela, a 10 commandements pour lutter contre le racisme. Cependant, ces 10 commandements se limitent souvent à des conseils lors d'interactions entre Acadiens, Canadiens et immigrants. Il n'y a donc pas de politique visant à lutter contre le racisme en milieu de travail.

J'aimerais inviter les sénateurs à revoir la politique d'équité en matière d'emploi, parce que c'est cette politique qui va assurer la rétention. Les immigrants se plaignent souvent du fait qu'ils sont compétents, mais qu'ils ne sont pas recrutés à cause de la politique d'équité en matière d'emploi au Canada, qui n'a pas de mordant. Ce sont des facteurs qui avantagent plus ou moins ou qui nuisent à la situation.

La fermeture de secteurs du marché du travail francophone joue aussi un grand rôle dans le fait que, souvent, les immigrants, même quand ils sont recrutés, ne restent pas dans ces communautés. Par exemple, on sait qu'en Acadie et dans les francophonies minoritaires, les deux secteurs du marché du travail francophone qui disposent d'emplois de qualité pour les immigrants sont l'éducation et la santé.

Malheureusement, ce que l'on voit, c'est que lorsque ces immigrants arrivent, même s'ils sont spécialisés en éducation ou en santé, on ne les recrute pas dans leur domaine. Ou alors, si on les recrute dans le domaine de la santé, c'est pour occuper des postes d'auxiliaires infirmiers ou pour travailler dans des foyers de soins pour personnes âgées, alors qu'ils sont qualifiés pour être médecins, infirmiers, etc.

The Chair: Mr. Sall, I must ask you to wrap up. I'm sure the senators' questions will give you an opportunity to provide further clarification.

Mr. Sall: The conclusion is that we should help these communities build a new social cohesion model based on inclusion and diversity. I'll be able to come back to that during the period of questions. Thank you very much.

The Chair: Thank you very much to the three of you, gentlemen. We will now go to questions. Colleagues, I would ask those participating virtually that you use the "raise hand" feature in Zoom to ask for the floor. Those who are present in person can let the clerk know they want to speak. And please don't hesitate to get our attention should we fail to confirm that you have not been added to the list.

Being aware of the time ahead and of the members' interest in our witnesses' remarks, I suggest that, for the first round, each senator be allowed five minutes, including the question and the answer.

I would ask my colleagues to mention which of the witnesses your question is for. If the witnesses can also agree to the idea of concluding their remarks within five minutes, we'll be able to have a second round should the opportunity arise.

I therefore give the floor to the deputy chair of the committee, Senator Poirier.

Senator Poirier: Thanks to the three of you for your presentations. As my question concerns a topic that I've already addressed with Mr. Corbeil, I'll ask him my first question, which is quite broad. As he knows, the 4.4% target clearly hasn't been reached. Regardless of the figure established as a target, mechanisms must be in place for us to be able to reach those targets. There is a shortage of mechanisms and programs.

What mechanisms or programs should be put in place to improve francophone immigration? What should the federal government do to improve francophone immigration?

I'm asking you the question, Mr. Corbeil, but if the other two witnesses have anything to add, they may do so, time permitting.

Mr. Corbeil: Thank you, senator. Very briefly, I would say that, from the outset, we should stick to the fact that there are no francophone pool issues outside Canada. Over the years, several studies conducted, for example, by the Organisation internationale de la Francophonie and the Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone have shown that the growth rate of the francophonie in Africa is really impressive. According to data made available in the past few

Le président : Monsieur Sall, je dois vous demander de conclure. Je suis certain que les questions des sénateurs et sénatrices vous permettront d'apporter d'autres précisions.

M. Sall : La conclusion, c'est qu'il faudrait aider ces communautés à bâtir un nouveau modèle de cohésion sociale basé sur l'inclusion et la diversité. Je pourrai y revenir lors de la période des questions. Merci beaucoup.

Le président : Merci beaucoup à vous trois, messieurs. Nous allons maintenant passer à la période des questions. J'invite les sénatrices et sénateurs présents de façon virtuelle à utiliser la fonction « lever la main » dans Zoom. Pour les sénateurs et sénatrices présents dans la salle, vous pouvez signifier votre intention à la greffière. N'hésitez surtout pas à attirer notre attention si vous n'êtes pas inclus dans la liste.

Étant donné que je suis conscient du temps qui est à notre disposition et du vif intérêt soulevé par les propos de nos témoins, je propose donc que cinq minutes soient accordées à chacun pour un premier tour de table, y compris pour la question et la réponse.

Je vous demande de dire à qui s'adresse votre question, si possible. Si les témoins peuvent aussi adhérer à cette idée de conclure à l'intérieur de cinq minutes, on pourra être en mesure de faire un deuxième tour de table, si l'occasion se présente.

Je cède donc la parole à la vice-présidente du comité, la sénatrice Poirier.

La sénatrice Poirier : Je vous remercie tous trois pour vos présentations. Comme ma question touche un sujet que j'ai déjà abordé avec M. Corbeil, je vais lui adresser ma première question, qui est assez large. Comme on le sait, la cible de 4,4 % n'a clairement pas été atteinte. Peu importe le chiffre qu'on établit comme cible, il faut avoir des mécanismes en place pour être en mesure d'atteindre ces cibles. Il y a un manque sur le plan des mécanismes et des programmes.

Quels mécanismes ou programmes doivent être mis en place pour améliorer l'immigration francophone? Que doit faire le gouvernement fédéral pour améliorer l'immigration francophone?

Monsieur Corbeil, je vous pose la question, mais si les deux autres témoins ont quelque chose à ajouter, ils pourront le faire si le temps le permet. Merci.

M. Corbeil : Merci, sénatrice. Très brièvement, je vous dirais qu'au départ, on doit s'en tenir au fait qu'il n'y a pas d'enjeux de bassins francophones à l'extérieur du Canada. Au fil des ans, plusieurs études effectuées entre autres par l'Organisation internationale de la Francophonie et l'Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone ont démontré que le taux de croissance de la francophonie en Afrique est vraiment impressionnant. Selon les données rendues

weeks, there are more than 320 million francophones in the world, and the greatest growth is in Africa.

However, what we're seeing is that very few African migrants come to Canada, even though recent immigrants to areas outside Quebec, by which I mean those who have landed in the past five years, come largely from African countries. Consequently, the main challenge, in my mind, is to try to understand why those immigrants seem to prefer Europe, for example, or the United States over Canada.

There is a credential recognition issue. Ultimately, it seems that we can't reach or admit an adequate number of immigrants. I think we have to understand why the government hasn't met these targets in the past 15 years and what right and wrong actions it took. We don't have that information. We have very little information on the subject.

Consequently, we should try to understand how the relationship between Canada and African immigrants can be established, for example. Why can't we attract more immigrants who are nonetheless highly educated?

Senator Poirier: Do the other witnesses have anything to add?

Mr. Sall: African immigrants don't go to Europe because they prefer it. Canada has a very good image among the African countries. The problem is related more to immigration procedures. International students, for example, often go to Europe. Why? Because it's cheaper. For example, tuition fees are lower. They have relatives there, but, at the same time, tuition is cheaper.

Moreover, one of the recommendations I would make would be to lower the tuition fees of Canadian universities for international francophone students. The University of Ottawa has taken a step in that direction, which is attracting a lot of international francophone students. Other universities should follow that example, and, for that to happen, a system of scholarships and bursaries should be put in place to lower costs in that area.

Credentialed immigrants also want to come to Canada. The problem is that there are only two embassies in Africa that can review their files, our embassies in Dakar and Nairobi. As you can understand, the procedures are complicated on a continent where only two Canadian embassies can process files.

disponibles au cours des dernières semaines, il y aurait plus de 320 millions de francophones dans le monde, et la plus forte croissance se trouve en Afrique.

Or, ce que l'on constate, c'est que, chez les migrants africains, très peu se dirigent vers le Canada, même si les immigrants récents à l'extérieur du Québec, c'est-à-dire ceux qui sont arrivés au cours des cinq dernières années, proviennent principalement de pays africains. Donc, l'enjeu principal, selon moi, est d'essayer de comprendre pourquoi ces immigrants semblent préférer l'Europe, par exemple, ou semblent préférer les États-Unis plutôt que le Canada.

Il y a une question de reconnaissance des acquis. Il semble que, finalement, on n'arrive pas à atteindre ou à accueillir un nombre suffisant d'immigrants. Je crois qu'il faut comprendre pourquoi, depuis 15 ans, le gouvernement n'a pas atteint ces cibles et savoir quels ont été les bons coups et les moins bons coups. Nous n'avons pas cette information-là. On n'a que de très peu d'information à ce sujet.

Il y a donc lieu d'essayer de comprendre comment se fait le lien entre le Canada et les immigrants africains, par exemple. Comment se fait-il que l'on ne parvienne pas à attirer plus d'immigrants qui, pourtant, sont par ailleurs fortement scolarisés?

La sénatrice Poirier : Est-ce que les autres témoins ont quelque chose à ajouter?

M. Sall : Ce n'est pas parce que les immigrants africains préfèrent l'Europe qu'ils y vont. Le Canada a une très bonne image pour ce qui est des pays africains. Le problème se pose davantage sur le plan des procédures d'immigration. Si je prends le cas des étudiants internationaux, ils vont souvent en Europe. Pourquoi? Parce que c'est moins cher, par exemple, les inscriptions sont moins coûteuses. Ils ont des parents là-bas, mais en même temps, les inscriptions sont moins chères.

D'ailleurs, l'une des recommandations que je ferais serait de faire en sorte que les coûts d'inscription dans les universités canadiennes soient moins élevés pour les étudiants internationaux francophones. L'Université d'Ottawa a fait un pas en ce sens, ce qui attire chez elle beaucoup d'étudiants internationaux francophones. Les autres universités doivent suivre, et pour cela, il faut mettre en place un système de bourses pour pouvoir atténuer les coûts à ce niveau.

Pour ce qui est des immigrants qualifiés, eux aussi veulent venir au Canada. Le problème, c'est qu'en Afrique, il n'y a que deux ambassades qui peuvent étudier leur dossier, soit l'ambassade de Dakar et celle de Nairobi. Vous comprenez que les procédures sont compliquées dans un continent où il n'y a que deux ambassades canadiennes qui peuvent traiter les dossiers.

Their credentials aren't recognized in many instances, which is another reason why they find it hard to immigrate to Canada.

Lastly, don't forget that, to date, western Europe has enjoyed very positive advertising and is very attractive to francophone immigrants. That's starting for Africa, but the pace is still too slow for my taste.

The Chair: Briefly, Mr. Traisnel, did you want to speak?

Mr. Traisnel: Very briefly. I entirely agree with what my colleagues have said.

As regards immigration pools, perhaps an effort should be made to refine relations with those pools, simply by reasoning about networks and thus introducing a fairly qualitative aspect. When you ask people what brought them here, you realize that certain profiles are more particularly interested in Canada. Perhaps an effort can be made to promote francophone communities to certain categories of people most likely to be interested in Destination Canada, to use the name of a forum that's held in Paris every year.

International students are another promising pool that can be characterized as such, simply because we realize that they tick many important boxes. Earlier I discussed the convergence of wills and political intentions with immigrants' interests. Here we're discussing exactly that type of objective since we're dealing with people who meet the needs of the Canadian labour market and who, in many instances, want to settle in Canada since they're international students who are also francophone.

Senator Poirier: Thank you. My speaking time is up, but I'd like to be on the list for the second round.

Senator Dagenais: Thanks to our guests. My question is for Mr. Corbeil.

Minister Petitpas Taylor told our committee last week that the official languages bill offers all Canadians a chance to learn French. I admit I have some serious doubts about that statement given the size of the country and the virtually total absence of French in many of its regions. Can you tell us whether any analyses have been conducted on the impact social media has had on the interest or lack thereof of Canadians and immigrants in learning and using French?

Mr. Corbeil: Thank you for your question, Senator Dagenais.

De plus, il arrive souvent que leurs diplômes ne sont pas reconnus, ce qui est une autre raison pour laquelle ils ont du mal à immigrer au Canada.

Enfin, jusqu'à présent, n'oubliez pas que l'Europe occidentale a été très favorisée en matière de publicité et en matière d'attraction d'immigrants francophones. Ça commence pour l'Afrique, mais le rythme est encore trop lent à mon goût.

Le président : Brièvement, monsieur Traisnel, voulez-vous intervenir?

M. Traisnel : Très rapidement. Je souscris complètement à ce qu'ont dit mes collègues.

Sur le plan des bassins, il y a peut-être aussi un effort à faire dans le raffinement des rapports qu'on entretient justement avec ces fameux bassins, tout simplement en raisonnant en matière de réseaux, et donc en introduisant une dimension assez qualitative. Quand on demande aux gens la raison qui les a amenés au pays, on s'aperçoit qu'il y a un certain nombre de profils qui s'intéressent plus particulièrement au Canada. Il y a peut-être un effort à faire sur le plan de la promotion des communautés francophones à l'égard d'un certain nombre de catégories de personnes qui seraient les plus à même de s'intéresser à Destination Canada, pour reprendre le nom d'un salon qui a lieu tous les ans à Paris.

Un autre bassin prometteur que l'on qualifie comme tel, ce sont les étudiants internationaux, simplement parce qu'on s'aperçoit qu'ils cochent plusieurs cases importantes. Tout à l'heure, je parlais de convergence des volontés et des intentions politiques avec les intérêts des immigrants. Là, on est exactement dans ce type d'objectifs, puisqu'on se trouve face à des personnes qui répondent aux besoins du marché du travail canadien et qui veulent souvent s'installer au pays, puisqu'ils sont des étudiants internationaux qui sont, par ailleurs, francophones.

La sénatrice Poirier : Merci. Mon temps de parole est écoulé, mais j'aimerais m'inscrire pour la deuxième ronde.

Le sénateur Dagenais : Merci à nos invités. Ma question s'adresse à M. Corbeil.

La semaine dernière, la ministre Petitpas Taylor a dit à notre comité que le projet de loi sur les langues officielles offre à tous les Canadiens la possibilité d'apprendre le français. J'avoue avoir de sérieux doutes quant à cette affirmation, compte tenu de la grandeur du pays et de l'absence quasi totale du français dans plusieurs de ses régions. Pouvez-vous nous éclairer sur l'existence d'analyses qui traitent de l'impact des réseaux sociaux sur l'intérêt ou le désintérêt des Canadiens et des immigrants face à l'apprentissage et à l'usage du français?

M. Corbeil : Je vous remercie pour votre question, sénateur Dagenais.

It's a fairly complex question. We have little information for the moment on the impact of social media. Perhaps my colleagues know more about the subject.

What we see, at the very least, is that, generally speaking, the majority of immigrants who arrive in Canada... By that, I mean in Canada, outside Quebec, since Quebec tends to favour immigrants who have knowledge of French or an ability to learn French. Consequently, I'm not talking about all immigrants right now, but rather approximately 60% to 65% of immigrants when they arrive.

This is a major challenge because you have to understand that most immigrants arrive in Canada as adults, usually over 25 to 30 years of age. It's harder to learn one of the official languages at that age since most of those immigrants at least know English, and French is potentially a bigger challenge.

There's a real challenge, perhaps with regard to priorities. In the mid-1980s, barely 30% of immigrants entering Quebec had any knowledge of French. In the 2010s, it was more than two out of three immigrants. Why can't we admit or select, outside Quebec, more immigrants who have some knowledge of both official languages? That's a challenge. Perhaps additional points should be awarded for knowledge of both official languages, not at least one. That would definitely help promote the phenomenon. As for social media, I unfortunately don't have an answer to your question.

Senator Dagenais: Mr. Corbeil, my next question is this: Do you think the official languages bill does more than protect the fundamental and constitutional rights of francophone minorities outside Quebec? Does the bill contain elements to promote the use of French outside recognized francophone communities? More specifically, is there any interest in speaking French outside known francophone circles?

Mr. Corbeil: Once again, that's a very broad question. You really have to understand — and this is an interesting phenomenon — that, according to our data published last fall, half a million young francophones are enrolled in French immersion programs in Canada. It's genuinely popular. The federal government is helping to raise interest in learning both official languages.

Retention is the issue and will always be the main issue. When these students leave high school, they believe they won't have any more opportunities to use their second language. Consequently, I think a major effort is necessary, not just

C'est une question assez complexe. Nous avons peu d'information pour l'instant sur l'influence des réseaux sociaux. Peut-être que mes collègues ont une meilleure connaissance de ce sujet-là.

Ce que l'on constate, à tout le moins, c'est qu'en général, la majorité des immigrants qui arrivent au Canada... Je dis bien au Canada, à l'extérieur du Québec, puisque le Québec tend à favoriser des immigrants qui ont une connaissance du français ou une capacité à apprendre le français. Donc, il ne s'agit pas de tous les immigrants en ce moment, mais environ 60 à 65 % des immigrants au moment de leur arrivée.

C'est un défi très important, parce qu'il faut comprendre que la plupart des immigrants arrivent au Canada à l'âge adulte, habituellement au-delà de 25 à 30 ans. Il est plus difficile, à cet âge, d'apprendre une des langues officielles, puisque que la majorité de ces immigrants connaissent au moins l'anglais, et le français est potentiellement un défi de plus.

Il y a un réel défi. Peut-être est-ce sur le plan des priorités. Au milieu des années 1980, à peine 30 % des immigrants qui se présentaient au Québec avaient une connaissance du français; dans les années 2010, on en était à plus de deux immigrants sur trois. Pourquoi, à l'extérieur du Québec, n'arrive-t-on pas à accueillir ou à sélectionner davantage d'immigrants qui ont une connaissance des deux langues officielles? Voilà un défi. Il devrait peut-être y avoir des points additionnels accordés non pas à la connaissance d'au moins une langue officielle, mais des deux langues officielles. Cela favoriserait sans doute en grande partie ce phénomène. Pour ce qui est des réseaux sociaux, je n'ai malheureusement pas de réponse à votre question.

Le sénateur Dagenais : Ma prochaine question est la suivante, monsieur Corbeil : croyez-vous que le projet de loi sur les langues officielles fait davantage que protéger les droits fondamentaux et constitutionnels des minorités francophones à l'extérieur du Québec? Ce projet de loi contient-il des éléments pour valoriser l'usage du français à l'extérieur des communautés francophones reconnues? Plus précisément, y a-t-il de l'intérêt pour ce qui est de parler français à l'extérieur de cercles francophones connus?

M. Corbeil : Encore une fois, c'est une très grande question. Il faut bien comprendre — et c'est un phénomène intéressant — que, selon nos dernières données publiées l'automne dernier, il y a un demi-million de jeunes francophones qui fréquentent un programme d'immersion en français au Canada. Il y a un réel engouement. Le gouvernement fédéral contribue à susciter un intérêt pour l'apprentissage des deux langues officielles.

L'enjeu, c'est la rétention, et ce sera toujours l'enjeu principal. Dès que ces jeunes quittent l'école secondaire, ils croient qu'ils n'auront pas d'autres occasions d'utiliser leur langue seconde. Or, je pense qu'il y a nécessairement un coup de barre

to make young people aware of the importance of using both official languages, but also to take all possible measures to promote their retention and to create francophone spaces where immigrants and non-immigrants can use those languages.

Senator Gagné: Welcome to our guests and witnesses.

When the Commissioner of Official Languages, Raymond Théberge, appeared, in February, I believe, I asked him why successive governments had been unable to reach their targets for francophone immigration outside Quebec. He said that immigration involves many actors and stakeholders not only at the federal level, but at the provincial and community levels as well. You also alluded to that in your presentations.

Who should be the conductor here? The provinces have also set many targets, especially based on economic development. The provinces nevertheless have a considerable say in the decision to bring in economic actors. How should that be organized? Who should be the conductor? In addition, if you're able to comment on Bill C-13, how can we establish the organizational basis of a francophone immigration policy?

That question is for whoever would like to comment.

The Chair: Mr. Sall?

Mr. Sall: Thank you very much. That's a very broad and relevant question.

It would be pretentious of me to say that such and such an institution or actor should be the conductor. What I know is that this is a shared responsibility between the federal government and francophone organizations focusing on francophone immigration outside Quebec. Allow me to explain: These are the same organizations that always come back and tell us we haven't reached the francophone immigration target. However, they're also the ones that don't do much to promote the inclusion of immigrants in the francophone labour market.

For instance, in Acadie, which I know well, the desired target, if I'm not mistaken, is 33% of francophone immigrants to maintain demographic balance between the two official language communities. At the same time, we know there's a francophone labour market that offers high-quality jobs. We're told every time, for example, that there are teacher shortages in primary and secondary education. And yet immigrants often tell me in interviews, "No, I had a job, but in the anglophone district teaching French as a second language." In the meantime, people in the francophone systems tell me all the time that they're short of francophone teachers. It would be good to have a shared

extrêmement important à donner, non seulement pour sensibiliser les jeunes à l'importance de l'utilisation des deux langues officielles, mais aussi pour mettre en œuvre tous les moyens possibles pour favoriser la rétention chez ces jeunes-là et pour créer des espaces francophones où immigrants et non-immigrants pourront utiliser ces langues.

La sénatrice Gagné : Bienvenue aux invités et aux témoins.

Lors de la comparution du commissaire aux langues officielles, Raymond Théberge — en février, je crois —, je lui ai demandé pourquoi les gouvernements successifs n'arrivaient pas à atteindre leurs cibles en matière d'immigration francophone hors Québec. Il a mentionné que l'immigration comprend plusieurs acteurs et intervenants, non seulement sur le plan fédéral, mais aussi dans les provinces et les communautés. Vous y avez également fait allusion dans vos présentations.

Qui devrait être le chef d'orchestre? Plusieurs cibles sont également fixées par les provinces, surtout en fonction du développement économique. Les provinces ont quand même un mot assez important à dire dans la décision de faire venir des acteurs économiques. Comment cela devrait-il s'organiser? Qui devrait être le chef d'orchestre? De plus, si vous êtes en mesure de faire des commentaires sur le projet de loi C-13, comment parvient-on à établir la base organisationnelle de la politique en matière d'immigration francophone?

Je pose la question à quiconque voudrait commenter.

Le président : Monsieur Sall?

M. Sall : Merci beaucoup. C'est une question très large et très pertinente.

Ce serait prétentieux de dire que c'est telle institution ou tel acteur qui devrait être le chef d'orchestre. Ce que je connais, c'est une responsabilité partagée entre le gouvernement fédéral et les organismes francophones en matière d'immigration francophone à l'extérieur du Québec. Je m'explique : chaque fois, ce sont les mêmes organismes qui reviennent pour dire qu'on n'a pas atteint la cible en matière d'immigration francophone. Cela dit, ce sont aussi des organismes qui ne font pas grand-chose pour favoriser l'intégration des immigrants dans le marché du travail francophone.

Si je prends le cas de l'Acadie, que je connais bien, la cible que l'on veut atteindre est, si je me souviens bien, de 33 % d'immigrants francophones pour maintenir l'équilibre démographique entre les deux communautés de langue officielle. En même temps, on sait qu'il y a un marché du travail francophone avec des emplois de qualité. Chaque fois, on nous dit, par exemple, dans le domaine de l'éducation primaire et secondaire, qu'il y a des pénuries d'enseignants. Pourtant, je vois souvent des immigrants en entrevue et ils me disent : « Non, j'ai eu un emploi, mais dans le district anglophone pour enseigner le français comme langue seconde. » Entre-temps, dans les réseaux

responsibility under which we could tell the Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick, "If you want to have your 33% francophone immigration, prove to us you can recruit at least 33% of immigrant teachers because there are always francophone personnel shortages in both health and education." I'm in favour of that shared responsibility. We have to stop telling the federal government that it has failed to meet the targets when, at the same time, the organizations aren't doing much to promote the recruitment and retention of immigrants in the francophone labour market.

Mr. Traisnel: It's a very interesting question, all the more so because it means looking at Canada as it is.

When we talk about conductors, the sole conductor in meeting targets — with even more capacity for action than the community organizations and francophone minority communities — is the head of governance, the federal government. Leyla Sall mentioned the institutional incompleteness of the minority communities, and I entirely agree with him. They also don't have the ability to make immigration decisions.

However, some things are headed in the right direction, simply because we're witnessing a gradual convergence of goodwill in recruiting francophone immigrants from the outside, but community organizations have relatively little ability to act on a certain number of factors or to make public decisions. Once again, it's the head of governance that decides in Canada.

Senator Mégie: Good evening to the witnesses and thank you for your testimony. I hear a lot of talk about 33% of immigrant francophone teachers. So I see that we're more inclined to choose those who teach French because teaching is the basis of everything, but why don't we choose in other fields, in sectors where people will work in that language so they can perhaps gradually establish French as a language of work? I don't know whether you've previously thought about that in connection with the francophone presence where you live.

Mr. Sall: Thirty-three per cent is just an example that I cited in education, but it can obviously be extended to other fields. In my remarks earlier, I suggested reviewing the employment equity policy because, as I said, employment is crucial. High-quality jobs are what makes it possible to retain francophone immigrants in our communities. However, when you look at the employment equity policy, it doesn't apply to small businesses, even though they're the backbone of the Canadian economy.

francophones, on me dit tout le temps qu'il manque d'enseignants francophones. Il serait bien d'avoir une responsabilité partagée où l'on dirait à la Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick : si vous voulez avoir vos 33 % d'immigrants francophones, prouvez-nous que vous pouvez recruter au moins 33 % d'immigrants enseignants, car il y a des pénuries de personnel francophone chaque fois, aussi bien sur le plan de la santé que de l'éducation. Je prône cette responsabilité partagée. On ne doit plus dire au gouvernement fédéral qu'il a échoué dans l'atteinte des cibles alors que, en même temps, les organismes ne font pas grand-chose pour promouvoir le recrutement et la rétention d'immigrants sur le marché du travail francophone.

M. Traisnel : La question est très intéressante. Elle est d'autant plus intéressante qu'il s'agit de voir le Canada tel qu'il est.

Quand on parle de chef d'orchestre, le seul qui peut être chef d'orchestre en matière d'atteinte des cibles — et au-delà même des capacités d'action des organismes communautaires et des francophonies en situation minoritaire —, c'est la gouvernance gouvernante, c'est-à-dire l'État fédéral. Les communautés en situation minoritaire — Leyla Sall a parlé d'incomplétude institutionnelle et je suis tout à fait d'accord avec lui — n'ont pas cette capacité de décision en matière d'immigration.

Il y a des choses qui vont dans le bon sens en ce moment, tout simplement parce qu'on assiste à une convergence progressive des bonnes volontés en matière de recrutement d'immigrants francophones à l'extérieur, mais les organismes communautaires sont relativement démunis par rapport à leur capacité d'agir sur un certain nombre d'éléments et sur la prise de décisions publique. Encore une fois, c'est bel et bien la gouvernance gouvernante qui décide au Canada.

La sénatrice Mégie : Bonjour aux témoins et merci de vos témoignages. J'entends beaucoup parler de 33 % d'immigrants enseignants francophones. Donc, je vois qu'on choisit davantage ceux qui vont enseigner le français, parce que l'enseignement est à la base de tout, mais pourquoi ne pourrait-on pas choisir dans d'autres secteurs d'activité, dans des secteurs où les gens vont travailler dans cette langue, afin qu'ils puissent peut-être instituer tranquillement le français comme langue de travail? Je ne sais pas si vous avez déjà réfléchi à cela par rapport à la présence francophone chez vous.

M. Sall : Trente-trois pour cent, c'est juste un exemple que j'ai donné dans le domaine de l'éducation, mais bien entendu, cela peut être étendu à d'autres domaines. Tout à l'heure, dans mon allocution, je parlais de revoir la politique d'équité en matière d'emploi parce que, comme je le disais tout à l'heure, le nerf de la guerre, c'est l'emploi. En fait, l'emploi de qualité, c'est ce qui permet de retenir les immigrants francophones dans nos communautés. Or, quand on regarde la politique d'équité en

Senator Mégie: That's it.

Mr. Sall: Consequently, that policy must be applied; we have to find a way to apply it in small businesses. The other suggestion I wanted to make concerns the introduction of state-assisted contracts. Why wouldn't the federal government introduce types of state-assisted contracts to promote the retention of these immigrants in francophone minority communities? This means that, if an employer recruits a francophone immigrant, half of that individual's salary would be paid by the government for at least a year or two, while the individual develops experience and establishes basic Canadian professional experience. Surely that would promote retention in those communities. The criticism that's often levelled at those immigrants is that they don't have any Canadian work experience.

Senator Mégie: Thank you. I wanted to add a supplementary question. Is there a provision in the Official Languages Act that would help us move forward in integrating francophone immigrants in the workplace?

Mr. Sall: Not at the present time. There certainly should be one because, when we discuss the responsibility of the federal government, which must take positive measures to promote the vitality of the francophone minority communities, we can definitely include a lot of things under vitality, including retention through work.

Mr. Corbeil: Yes, we were talking about governance earlier. I think what seems to be fundamental is the employer awareness issue. The federal government, which is theoretically responsible and should assume governance, can't manage the file alone, which is why it's important to establish an excellent partnership with the communities themselves and make employers aware of the importance of recruiting immigrants. As we know, there are labour shortages across the country. New Brunswick is a fairly unique case because we know that the francophone population of that province represents approximately 23% of the francophone population outside Quebec. New Brunswick receives barely 4% of all immigration that takes place outside Quebec.

This enormous discrepancy stems from the labour market and economic development issues. As previously mentioned, immigrants tend to settle where they find work and a solid and attractive economic infrastructure. There's significant work to be done in partnership with the communities and employers.

matière d'emploi, elle ne s'applique pas aux petites entreprises. Pourtant, c'est l'épine dorsale de l'économie canadienne.

La sénatrice Mégie : Voilà.

M. Sall : Donc, il faut que cette politique-là s'applique, il faut qu'on trouve les moyens de l'appliquer dans les petites entreprises. L'autre suggestion que je voulais faire a trait à la mise en place de contrats aidés. Pourquoi le gouvernement fédéral ne mettrait-il pas en place, pour encourager la rétention de ces immigrants dans les communautés francophones en situation minoritaire, des espèces de contrats aidés? Cela signifie que si un employeur recrute un immigrant francophone, la moitié du salaire serait payée par le gouvernement au moins pour une année ou deux, en attendant que cet immigrant développe de l'expérience et puisse avoir des assises en matière d'expérience professionnelle canadienne. Cela favoriserait assurément la rétention dans ces communautés. Souvent, ce que l'on reproche à ces immigrants, c'est qu'ils n'ont pas d'expérience de travail canadienne.

La sénatrice Mégie : Merci. Je voulais ajouter une sous-question. Est-ce que, dans la Loi sur les langues officielles, il y aurait une disposition qui pourrait nous servir pour aller de l'avant avec l'intégration dans le milieu du travail des immigrants francophones?

M. Sall : Il n'y en a pas actuellement. Il devrait assurément y en avoir, parce que quand on parle de la responsabilité du gouvernement fédéral, qui doit prendre des mesures positives pour favoriser la vitalité des communautés francophones en situation minoritaire, c'est sûr qu'on peut inclure beaucoup de choses dans la vitalité, y compris la rétention par le travail.

M. Corbeil : Oui, on parlait de gouvernance tout à l'heure. Je pense que ce qui semble être assez fondamental c'est l'enjeu de la sensibilisation des employeurs. Le gouvernement fédéral — qui, en principe, a la responsabilité et qui devrait assumer la gouvernance — ne peut pas mener ce dossier seul, d'où l'importance d'établir un excellent partenariat avec les communautés elles-mêmes et de sensibiliser les employeurs à l'importance de recruter des immigrants. On le sait, il y a des pénuries de main-d'œuvre partout au pays. Le cas du Nouveau-Brunswick est assez unique, dans la mesure où l'on sait que, pour l'ensemble de la population du Nouveau-Brunswick, les francophones représentent environ 23 % de la population francophone à l'extérieur du Québec. Le Nouveau-Brunswick reçoit à peine 4 % de l'ensemble de l'immigration qui s'établit à l'extérieur du Québec.

Ce fossé énorme qui existe en ce moment a des racines qui touchent le marché du travail et les questions de développement économique. Les immigrants, comme on l'a déjà mentionné, tendent à s'établir là où il y a du travail et une infrastructure économique solide et attirante. Il y a un travail important à faire en partenariat avec les communautés et les employeurs.

Senator Dalphond: Thanks to our three witnesses. This is really very interesting. I understand that there are two challenges: recruitment and retention. Are there any studies showing that a larger percentage of francophone students who come to study in Canada, whether it be in Moncton, Quebec or elsewhere, subsequently try to stay in Canada than the percentage of students who use another language, such as English, or are they similar phenomena?

Is there a lot of mobility? Once we have people who are settled here, can we retain them in their local community or do they move after a period of time? For example, will those who have gone to Toronto stay there or move to Montreal to work in French? Is there a kind of interprovincial mobility? Will people generally move to the major centres and stay there, or do family aspirations encourage them to move a few years later to another francophone environment where French is the majority language?

Mr. Corbeil: Thank you for your excellent question. This is an extremely important issue. I know that studies have been conducted on migration and mobility. I also know that you'll be questioning my Statistics Canada colleagues later on. Yes, we have a lot of data on interprovincial migration. There's the database on immigrants to Canada, which informs us every year where immigrants have moved. We also have information on follow-up to students, once they've completed their postsecondary degrees, which tells us where they go. I don't know of many studies on francophone immigrants in that regard, but we do have the data.

Mr. Traisnel: I know that a study's coming. It will be very interesting to see the findings, but we'll have to wait a while.

Local communities are increasingly interested in this new pool that international francophone students seem to constitute. We're noticing this in Moncton, for example, where the Centre d'accueil et d'accompagnement francophone des immigrants du sud-est du Nouveau-Brunswick, or CAFI, and the Université de Moncton have introduced programs. Other programs have also been established to enable interested international students to explore the labour market in cooperation with that community organization. Initiatives are starting to develop and programs are beginning to come together. Yes, it's an indication of interest among the local communities.

Mr. Sall: We can nevertheless find some consolation here because, if I compare Moncton in the early 2010s to its present situation, progress has definitely been made.

Le sénateur Dalphond : Je remercie nos trois témoins; c'est vraiment très intéressant. Je comprends qu'il y a deux défis, soit le recrutement et la rétention. Est-ce qu'il y a des études qui ont montré que des étudiants francophones qui viennent étudier au Canada, que ce soit à Moncton, au Québec ou ailleurs, cherchent à rester au Canada par la suite dans une plus grande proportion que les étudiants qui utilisent une autre langue, comme les anglophones, ou bien est-ce que ce sont des phénomènes semblables?

Est-ce qu'il y a beaucoup de mobilité? Une fois qu'on a des gens qui sont établis ici, est-ce qu'on peut les retenir dans leur communauté locale ou si après un certain temps ils se déplacent? Par exemple, ceux qui sont allés à Toronto vont-ils y rester ou se déplacer vers Montréal pour travailler en français? Est-ce qu'il y a une espèce de mobilité interprovinciale? Les gens vont-ils généralement dans les grands centres et y restent-ils ou alors, après quelques années, des aspirations familiales les motivent-ils à aller dans un autre milieu francophone où le français est majoritaire?

M. Corbeil : Merci de votre excellente question. C'est un enjeu extrêmement important. Je sais qu'il y a des études qui ont été effectuées sur la migration et la mobilité. Je sais que vous allez interroger mes collègues de Statistique Canada plus tard. On dispose effectivement de beaucoup de données sur la migration interprovinciale. Il y a la base de données sur les immigrants au Canada qui nous permet chaque année de savoir où se sont déplacés les immigrants. Il y a aussi de l'information sur le suivi des étudiants, une fois qu'ils ont terminé leur diplôme d'études postsecondaires, qui nous apprend où ils se dirigent. Je ne connais pas beaucoup d'études sur les immigrants de langue française à cet égard, mais les données existent.

M. Traisnel : Je sais qu'il y a une étude qui s'en vient. Il sera très intéressant d'en voir les résultats, mais il faudra attendre un peu.

De plus en plus, les communautés locales s'intéressent à ce nouveau bassin qui semblent constituer les étudiants internationaux francophones. On le remarque, par exemple, à Moncton, où des programmes ont été établis par le Centre d'accueil et d'accompagnement francophone des immigrants du sud-est du Nouveau-Brunswick, donc le CAFI, et l'Université de Moncton. Des programmes ont été mis en place pour permettre aux étudiants internationaux qui s'y intéressent d'explorer le marché du travail en collaboration avec cet organisme communautaire. Des initiatives commencent à se développer et il y a des programmes qui commencent à se monter. C'est un indice de l'intérêt des communautés locales, effectivement.

M. Sall : Quand même, si on compare, on se console, parce que si je compare le Moncton du début des années 2010 à maintenant, il y a des progrès qui ont été réalisés.

The transition used to be extremely difficult for international students, even for obtaining permanent residence. They had to have a job in their field or a related field. That's no longer the case now because international students can become permanent residents even if they have a job at a call centre. That's how we've retained a lot of international students who were heading to Quebec or Ontario, but especially to Quebec. Our proximity to Quebec can be a factor against retention of students or other francophone immigrants. Someone living in New Brunswick, an international student or francophone immigrant, is more tempted to move to Quebec than someone who lives in Vancouver. Moving costs, proximity and networks are already factors. So a lot of progress has been made.

On the other hand, as Mr. Corbeil said, we're dealing with small numbers here too. We don't recruit enough international students or francophone immigrants. It's a drop of water in the ocean, even if we retain them.

The Chair: Thank you very much.

Senator Clement: Thanks to the witnesses for their excellent presentations.

I come from Cornwall, Ontario. It's a community of 50,000 inhabitants, 25% of whom are francophone. Our challenge is to attract people, but especially to retain them.

I attended a *Juste pour rire* gala in Cornwall last weekend, and there was a young Moroccan comedian who told some very good jokes about the immigrant experience. He described the confusion that reigns when new Canadians arrive in the region: Who does what? Where do you go to get help and to find out how to settle in?

What's the municipality's role, and how can we improve cooperation among the various orders of government?

Mr. Traisnel: That's actually a really relevant question.

The municipalities have a strategic role to play, simply because they're the first order of government. They're the first institutions that people landing in the country discover. When newcomers arrive... Earlier I said it was quite a difficult experience for newcomers simply because they arrive in Canada with an enchanted image of the country in their minds. You can't blame immigrants for that simply because that's what motivates, mobilizes and encourages them to come to this country when they choose Canada. Refugees are completely different, of course. When they make that choice, a process of disenchantment takes place because they're faced with the local reality, administrative procedures or hassles and setbacks of all kinds.

Avant, même pour obtenir la résidence permanente, la transition était extrêmement difficile pour l'étudiant international. Il fallait qu'il ait un emploi dans son domaine ou dans un domaine connexe. Maintenant, ce n'est plus le cas, parce que même avec un emploi dans un centre d'appel, un étudiant international peut devenir un résident permanent. C'est donc comme cela qu'on a retenu pas mal d'étudiants internationaux qui s'en allaient tous vers le Québec ou l'Ontario, mais surtout vers le Québec. La proximité avec le Québec peut jouer contre la rétention des étudiants ou d'autres immigrants francophones. Quelqu'un qui habite au Nouveau-Brunswick, que ce soit un étudiant international ou un immigrant d'expression française, est plus tenté à se diriger vers le Québec que quelqu'un qui vit à Vancouver. Les coûts de déplacement, la proximité et les réseaux sont déjà là. Il y a donc eu pas mal de progrès.

Par contre, ici aussi, comme le disait M. Corbeil, on a affaire à de petits nombres. On ne recrute pas assez d'étudiants internationaux et d'immigrants d'expression française. Même s'il y a de la rétention, c'est comme une goutte d'eau dans l'océan.

Le président : Merci beaucoup.

La sénatrice Clement : Merci aux témoins de leurs excellentes présentations.

Je viens de Cornwall, en Ontario. C'est une communauté de 50 000 personnes et 25 % des habitants sont francophones. Le défi est d'attirer, mais surtout de retenir les gens.

J'assistais à un gala *Juste pour rire* la fin de semaine dernière à Cornwall et il y avait un jeune comédien d'origine marocaine qui faisait de très bonnes blagues sur l'expérience immigrante. Il décrivait la confusion qui règne lorsque les nouveaux Canadiens arrivent en région : qui fait quoi? Où doit-on aller pour avoir de l'aide et savoir comment s'installer?

Quel est le rôle de la municipalité, et comment peut-on améliorer la collaboration entre les différents ordres de gouvernement?

M. Traisnel : En fait, la question est vraiment pertinente.

Les municipalités ont un rôle stratégique à jouer, tout simplement parce qu'elles sont le premier ordre de gouvernement. Ce sont les premières institutions qui sont découvertes par ceux qui débarquent au pays. Les nouveaux arrivants, quand ils arrivent... Je parlais tout à l'heure d'une expérience assez difficile quand on est un nouvel arrivant, tout simplement parce qu'on arrive au Canada avec une image enchantée du pays. On ne peut pas reprocher cela aux immigrants et aux immigrantes, tout simplement parce que c'est cela qui les motive, les mobilise et les incite à se rendre au pays lorsqu'ils choisissent le Canada. Les réfugiés, c'est une tout autre question, bien sûr. Lorsqu'ils font ce choix, il y a un processus de désenchantement parce qu'ils sont confrontés à

Earlier Mr. Sall mentioned housing. We could limit those setbacks that aren't anticipated at the outset. Municipalities are often closest to the migration experience and thus have a crucial role to play. I would say we now realize that local immigration partnerships, for example, are developing and increasingly taking their place in the process.

The same is true of francophone minority communities. They're also on the ground. With the francophone immigration networks and a whole series of initiatives, we're increasingly trying to coordinate the many decisions that are made regarding admission, settlement and consolidating settlement and retention.

Earlier I said that public services are also retention factors. That's something that's too often forgotten. Of course, employment is the number one factor in retention, together with income, but there's also the welfare of the family accompanying us. If you're happy in your job, but your spouse isn't, and if your children aren't happy at school or are frustrated because they don't have access to extracurricular activities, that has a negative impact on your migration plans and prompts you to leave. We have to be very attentive to the quality of the public services offered.

Senator Clement: Thank you.

The Chair: Thank you. Does anyone else want to answer the question?

Mr. Sall: I entirely agree with what my colleague said. There are two key public services: housing and transportation. Immigrants are very sensitive to that and will be all the more so since the inflation we're experiencing in Canada will be a decisive factor in their choice of place to settle.

I'm going to address another aspect that comes from my personal experience. I first immigrated to Quebec and lived in Carleton-sur-Mer, where I had a job at the CEGEP, a high-quality job. Everyone was good; everyone was nice. However, what made me leave the place was that there was no place of worship, no mosque. As you can see, sometimes there are services that municipalities don't think of and that are decisive factors in retaining immigrants. For example, the availability of a place of worship was a decisive factor for me in deciding to go to Moncton because there, at least... When I arrived in Moncton, I found a mosque and that was a decisive reason why I stayed there. So municipalities definitely play a major role because

une réalité locale, à des démarches ou à des tracasseries administratives et à des embûches de toutes sortes.

M. Sall a parlé du logement tout à l'heure. On pourrait démultiplier ces embûches qui n'ont pas été prévues au départ. La municipalité est souvent celle qui est la plus proche de l'expérience migratoire, donc elle a effectivement un rôle crucial à jouer. Je dirais qu'avec le développement des partenariats locaux en immigration, par exemple, on s'aperçoit qu'elles prennent de plus en plus leur place dans le processus.

C'est la même chose pour les communautés francophones en situation minoritaire. Elles aussi sont sur le terrain. Grâce aux réseaux en immigration francophone et à toute une série d'initiatives, on essaie de plus en plus de coordonner les multiples décisions qui sont prises en matière d'accueil, d'installation et de consolidation de cette installation et de cette rétention.

Tout à l'heure, je disais que les services publics sont aussi des facteurs de rétention. C'est quelque chose qu'on oublie trop souvent. Bien sûr, l'emploi est le facteur numéro un de la rétention, avec le revenu, mais il y a aussi le bien-être de la famille qui nous accompagne. Si vous êtes heureux dans votre emploi, mais que votre conjoint ou conjointe ne l'est pas et que vos enfants ne sont pas heureux dans leur école ou sont frustrés parce qu'ils n'ont pas accès à un certain nombre d'activités parascolaires, cela a une influence sur l'usure de votre projet migratoire et cela vous incite à partir. Il faut être très attentif à la qualité des offres de services publics.

La sénatrice Clement : Merci.

Le président : Merci. Quelqu'un d'autre veut répondre à cette question?

M. Sall : Je souscris tout à fait à ce qu'a dit mon collègue. Il y a deux services publics qui sont névralgiques, soit le logement et le transport. Les immigrants sont très sensibles à cela. Ils le seront d'autant plus que maintenant, avec l'inflation que l'on vit au Canada, ce sera un facteur décisif pour le choix du lieu d'établissement.

Il y a une autre particularité dont je vais parler, qui découle de mon expérience personnelle. J'ai d'abord été immigrant au Québec et je vivais à Carleton-sur-Mer, où j'avais un emploi au cégep, un bon emploi de qualité. Tout le monde est beau, tout le monde est gentil. Cependant, ce qui m'a fait quitter cet endroit, c'est que je n'avais pas de lieu de culte, pas de mosquée. Vous voyez que, parfois, il y a des services auxquels ne pensent pas les municipalités et qui sont des facteurs décisifs de rétention des immigrants. Par exemple, la disponibilité d'un lieu de culte a été pour moi un facteur décisif pour ce qui est d'aller à Moncton puisque là-bas, au moins... Quand je suis arrivé à Moncton, j'ai trouvé une mosquée et cela a été un facteur décisif dans le fait

we're talking about immigration and the federal government, but that's only on paper. The municipality is the number one agent of retention.

The Chair: Thank you very much.

Senator Moncion: Bill C-13 provides that the government will introduce a francophone immigration policy that is to include objectives, targets and indicators. Apart from those elements, which are obvious, what would you recommend that the policy include in addition to those targets?

Mr. Corbeil: Very briefly, I think the main point to consider is that immigration should not be viewed as a silo. It may be one of the issues and a danger we're often faced with, as though francophone immigration were ultimately just an immigration issue. The francophone immigration issue is in fact a major driver of growth and vitality for official language minority communities across the country. It seems to me we tend to consider the immigrant aspect as somewhat separate from the development and future of those communities. Beyond targets, we must view immigration as an asset for the future of those communities and ensure that Immigration, Refugees and Citizenship Canada isn't solely responsible for it. There must be greater cooperation and a better partnership among all the departments concerned by the official languages bill. Without effective integration and clear thinking on mechanisms for integrating immigrants in those communities, I believe the whole enterprise may be bound to fail if we limit ourselves to thinking that a target will save francophone communities in future.

The Chair: Thank you very much.

Mr. Traisnel: There's a lot that I could say, but I will say two things. The first has everything to do with access to information. This may seem paradoxical, but immigrants are often unaware of the information that's produced, particularly when they're planning to migrate. A serious effort should really be made in that area.

The second point is that we should abandon an exclusively accounting-style approach based on targets. Targets are a means, not an end. We need to find a way to build francophone communities that are characterized perhaps by more diversity and inclusivity and that are more open and help create a much more dynamic francophonie.

que j'y suis resté. Donc, les municipalités jouent assurément un grand rôle, parce qu'on parle d'immigration et du gouvernement fédéral, mais c'est seulement sur papier. C'est la municipalité qui est l'agent numéro un en matière de rétention.

Le président : Merci beaucoup.

La sénatrice Moncion : Dans le projet de loi C-13, on indique que le gouvernement va mettre en place une politique en matière d'immigration francophone. Dans cette politique, on parle d'instaurer des objectifs, des cibles et des indicateurs. Au-delà de ces éléments qui sont très faciles, qu'est-ce que vous recommanderiez que l'on retrouve dans cette politique, en plus de ces fameuses cibles?

M. Corbeil : Très rapidement, je pense que l'élément principal à considérer est qu'il ne faut pas voir l'immigration comme un silo. C'est peut-être un des enjeux et un danger auxquels on est souvent confronté. Comme si, finalement, la question de l'immigration francophone n'était qu'une question d'immigration. En fait, la question de l'immigration francophone est un moteur important de croissance et de vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire dans l'ensemble du pays. Il me semble qu'on a tendance à considérer la dimension immigrante un peu à part de l'évolution et de l'avenir de ces communautés. Au-delà d'une cible, il faut considérer l'immigration comme une richesse pour l'avenir de ces communautés et faire en sorte que ce ne soit pas seulement Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada qui en ait la responsabilité. Il doit y avoir une meilleure collaboration et un meilleur partenariat entre tous les ministères visés par le projet de loi sur les langues officielles. À cet égard, sans une bonne intégration et sans une meilleure réflexion sur les mécanismes d'intégration des immigrants au sein de ces communautés, je crois que le tout est un peu voué à l'échec si on ne se limite qu'à une cible pour croire que cela sauvera les communautés francophones dans l'avenir.

Le président : Merci beaucoup.

M. Traisnel : Il y aurait beaucoup de choses à dire, mais je dirai deux choses : la première a tout à voir avec l'accès à l'information. Cela peut paraître paradoxal, mais l'information qui est produite est souvent méconnue de la part des immigrants, notamment lorsqu'ils préparent leur projet migratoire. Il y aurait vraiment un sacré effort à faire.

Il y a un deuxième élément : il faut se sortir d'une approche exclusivement comptable à travers ces cibles. Les cibles sont des moyens, pas des fins. Il nous faut un moyen d'accéder à des communautés francophones peut-être plus marquées par la diversité, peut-être plus inclusives, peut-être plus ouvertes, qui permettraient justement d'avoir une francophonie beaucoup plus dynamique.

That obviously requires strong and, in some instances, problematic relations among the identities as they currently exist, particularly the Acadian identity, the Acadian nation the Acadian people, which does in fact exist, but we must determine how to include immigrants and how to open that Acadian identity to diversity. That's the issue facing francophone minority communities.

The Chair: Thank you very much, Mr. Traisnel.

Senator Mockler: I'd like to congratulate you on your work, Mr. Chair, because the issues being discussed here are very important and we have little time. Perhaps you'll have an opportunity to ask the witnesses to appear before our committee again.

I'd like to discuss a few issues that are being debated in the same way as when I sat in the Legislative Assembly of New Brunswick. I've previously been responsible for files concerning the francophonie and immigration. Improvements have definitely been made since that time.

It's true that Quebec plays an important role in official languages, particularly for the people of Acadie and populations outside Quebec, whether in Ontario or western Canada.

For some time now, I've worked closely with Minister Sonia LeBel, who says that the Quebec government has a long tradition of cooperation with many partners, particularly with the Atlantic provinces. It's thanks to the role that Quebec plays within Canada that we're able to discuss the language of Molière this evening.

I have a few questions for our three witnesses. If they can't answer my questions, perhaps we can have another debate at another meeting.

Should the 1991 Canada-Québec Accord relating to Immigration and Temporary Admission of Aliens be updated to promote francophone immigration to our country?

That being said, what impact has the accord had on the development and vitality of francophone communities outside Quebec and across Canada? Second, how can we reconcile Quebec's objectives for maintaining its francophone character with Canada's objectives for maintaining the demographic weight of francophones outside Quebec?

I'd like to hear your comments on that subject.

Mr. Corbeil: I'll answer briefly. That's a complex question that would require a lot of time to answer. What must be borne in mind is that dialogue is necessary. I don't think Quebec currently

Cela passe évidemment par des liens étroits, et parfois problématiques, entre les identités telles qu'elles existent, notamment l'identité acadienne, la nation acadienne, le peuple acadien, qui existe bel et bien, mais il faut déterminer comment inclure les immigrants, comment ouvrir cette identité acadienne à la diversité. Voilà l'enjeu auquel sont confrontées les communautés francophones en situation minoritaire.

Le président : Merci beaucoup, monsieur Traisnel.

Le sénateur Mockler : J'aimerais vous féliciter, monsieur le président, pour votre travail, parce que les enjeux dont il est question ici sont très importants et que nous disposons de peu de temps. Peut-être que vous aurez l'occasion de demander aux témoins de comparaître de nouveau devant notre comité.

J'aimerais parler de quelques dossiers qui font partie des mêmes débats qu'autrefois, lorsque je siégeais à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick. J'ai déjà été responsable de dossiers qui touchaient la francophonie et l'immigration. Il y a sans doute eu des améliorations depuis ce temps.

Il est vrai que le Québec joue un rôle important en matière de langues officielles, notamment pour le peuple de l'Acadie et les populations hors Québec, que ce soit en Ontario ou dans l'Ouest canadien.

Depuis quelque temps, je suis de très près la ministre Sonia LeBel, qui dit que le gouvernement du Québec a une longue tradition de collaboration avec plusieurs partenaires, notamment avec les provinces de l'Atlantique. C'est grâce au rôle que joue le Québec à l'intérieur du Canada que nous pouvons discuter ce soir dans la langue de Molière.

J'ai quelques questions à poser aux trois témoins. S'ils ne peuvent pas répondre à mes questions, peut-être pourrions-nous tenir un autre débat lors d'une prochaine réunion.

Y aurait-il lieu de mettre à jour l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des étrangers de 1991 pour favoriser l'immigration francophone dans notre pays?

Cela dit, quelles sont les répercussions de cet accord sur le développement et l'épanouissement des communautés francophones à l'extérieur du Québec, d'un océan à l'autre? Ensuite, comment peut-on réconcilier les objectifs du Québec quant au maintien de son caractère francophone et les objectifs du Canada quant au maintien du poids démographique des francophones hors Québec?

J'aimerais entendre vos commentaires à ce sujet.

M. Corbeil : Je vais y aller rapidement. C'est une question complexe qui demande beaucoup de temps. Ce qu'il faut garder à l'esprit, c'est qu'il y a un dialogue nécessaire. En ce moment,

wants to engage in a fuller discussion about harmonizing Quebec's immigration objectives with immigration objectives outside Quebec.

There's a problem with that kind of attitude, if I may put it that way, in that immigration is in fact taking place. It must be understood that francophone immigrants outside Quebec are coming out winners in exchanges with Quebec, by which I mean more francophone immigrants are leaving Quebec to live outside Quebec than the reverse. Consequently, for all kinds of reasons, Quebec clearly prefers to maintain a target of approximately 52,000 or 53,000 immigrants because it believes there are issues regarding French and the integration of immigrants within the French fact in Quebec. Since we've seen an announcement, as I said earlier, concerning a target of 450,000 immigrants outside Quebec, failing a fuller and more serious dialogue between Quebec and the francophone communities outside Quebec on harmonizing to immigration perspectives, I believe that poses a real problem.

It's clear right now that the only advantage for Canada outside Quebec is that francophone immigrants are leaving Quebec to settle in the Outaouais and elsewhere, particularly in Toronto, because job prospects may be better there.

Mr. Traisnel: With respect to the senator's last question, which is clearly relevant — and Jean-Pierre Corbeil is right on this matter — Quebec needs to set in motion a more systematic dialogue. There are nevertheless initiatives with francophone minority communities. However, as part of our research, we questioned francophone immigrants who had decided to leave Acadia. We wanted to know why they were leaving Acadia, and found that they sometimes just wanted to move. There may be room for a possible agreement between Quebec and francophone communities outside Quebec, insofar as the issue of retention is inextricably bound up with mobility. There might be some Quebecers who want to take a chance on working outside Quebec, in our communities, and conversely, people who perhaps feel ill at ease doing so because their English is not good enough to be able to go to Quebec.

There is a sort of back-and-forth dynamic that could definitely benefit Quebec and the francophone minority communities.

The Chair: Thank you very much, Mr. Traisnel.

Mr. Sall, you have time for a final short comment.

je ne crois pas que le Québec souhaite aller vers une discussion plus approfondie sur un arrimage entre les objectifs en matière d'immigration au Québec et les objectifs en matière d'immigration à l'extérieur du Québec.

Or, il y a un problème avec une telle attitude, si je peux m'exprimer ainsi, dans la mesure où il y a quand même une immigration. Il faut savoir que les immigrants francophones à l'extérieur du Québec ressortent gagnants des échanges avec le Québec, c'est-à-dire qu'il y a plus d'immigrants de langue française qui quittent le Québec pour aller vers l'extérieur du Québec que l'inverse. Donc, visiblement, pour toutes sortes de raisons, le Québec, en ce moment, préfère maintenir une cible de 52 000 ou 53 000 immigrants environ, parce qu'il considère qu'il y a des enjeux à l'égard du français et de l'intégration des immigrants au fait français au Québec. Dans la mesure où l'on a vu une annonce — comme je l'ai dit plus tôt — relative à une cible de 450 000 immigrants à l'extérieur du Québec, en l'absence de dialogue plus solide et sérieux entre le Québec et les communautés francophones à l'extérieur du Québec pour ce qui est d'arrimer deux perspectives en matière d'immigration, je crois que cela pose un réel problème.

En ce moment, il est clair que le seul avantage qu'en retire le Canada à l'extérieur du Québec, c'est que des immigrants de langue française quittent le Québec pour aller s'établir en Outaouais et ailleurs, notamment à Toronto, parce que les perspectives d'emplois y sont peut-être meilleures.

M. Traisnel : En ce qui concerne la dernière question du sénateur, qui est tout à fait pertinente — et Jean-Pierre Corbeil a tout à fait raison —, il faut que le Québec établisse un dialogue un peu plus systématique. Il y a quand même des initiatives qui se font avec les communautés francophones en situation minoritaire. Toutefois, dans le cadre de nos recherches, nous sommes allés interroger des immigrants francophones qui avaient décidé de quitter l'Acadie. Nous voulions voir quelles étaient les raisons expliquant leur départ de l'Acadie. Nous nous sommes aperçus qu'ils poursuivent parfois leur mobilité. Il y a peut-être là un terrain d'entente possible entre le Québec et les francophonies hors Québec, dans la mesure où l'enjeu de la rétention est inextricablement lié à la poursuite de la mobilité. Il y a peut-être des Québécois qui auront envie de tenter leur chance sur le plan professionnel à l'extérieur du Québec, dans nos communautés et, à l'inverse, des personnes qui se sentiraient peut-être mal à l'aise de le faire, parce que leur niveau d'anglais n'est pas suffisant pour pouvoir ensuite aller vers le Québec.

Il y a une espèce de va-et-vient qui pourrait être tout à fait profitable au Québec, comme pour les francophones en situation minoritaire.

Le président : Merci beaucoup, monsieur Traisnel.

Monsieur Sall, vous pouvez faire une dernière courte intervention.

Mr. Sall: It's difficult to sign agreements with Quebec on immigration, because the provinces are also in competition to attract immigrants. It's all structured in such a way that immigration is a shared jurisdiction between the provinces and the federal government. I can't see at what level one would exchange immigrants between Quebec and New Brunswick, because once immigrants are permanent residents, they can go and settle wherever they want. From that standpoint, it strikes me as rather unrealistic.

The Chair: Thank you very much Mr. Traisnel, Mr. Corbeil and Mr. Sall.

We are getting to the end of the first hour of the meeting. We could have continued longer. I think that you have highlighted the complexity, scope and diversity of the issues affecting francophone minority community immigration. We discussed the Atlantic region at length, but I believe it applies to the whole country.

I want to thank you for your generous contribution to this debate. You have given us a lot to think about for this study, which we are just beginning. I believe that we will have some very productive exchanges.

We are now going to make a smooth transition, without a break, to the next group of witnesses from Statistics Canada.

For the second part of our meeting, we have with us some officials from Statistics Canada, who will also speak to us about francophone minority community immigration through Statistics Canada's lens.

With us today are Laurent Martel, the Director of the Centre for Demography and Éric Caron Malenfant, the centre's Assistant Director.

Welcome to you both. Thank you for having taken the time to be here today. Following your presentations, there will be a round of questions from the senators.

You have the floor, Mr. Martel.

Laurent Martel, Director, Centre for Demography, Statistics Canada: Thank you, Mr. Chair.

Honourable senators, thank you for giving us this opportunity to contribute to your work on the role of immigration for the future of French-speaking minority communities.

My name is Laurent Martel. I am the Director of the Centre for Demography. I'm responsible for Statistics Canada's Language Statistics Program, along with my colleague here with me today,

M. Sall : C'est difficile de conclure des accords avec le Québec dans le domaine de l'immigration, parce que les provinces aussi sont en compétition pour attirer des immigrants. Donc, tout cela est structuré de telle sorte que l'immigration est un champ de compétences partagé entre les provinces et le gouvernement fédéral. Je ne vois pas à quel niveau on pourrait dire qu'on va échanger des immigrants entre le Québec et le Nouveau-Brunswick, parce qu'une fois que les immigrants sont des résidents permanents, ils peuvent aller s'établir là où ils veulent. Cela me semble un peu irréaliste de ce point de vue.

Le président : Merci beaucoup, messieurs Traisnel, Corbeil et Sall.

Nous arrivons à la fin de la première heure de la réunion. Nous aurions pu continuer longtemps. Je pense que vous avez mis en relief la complexité, l'amplitude et la diversité des enjeux qui touchent la question de l'immigration francophone en situation minoritaire. Nous avons beaucoup parlé de la région de l'Atlantique, mais je crois que cela s'applique à l'ensemble du pays.

Je veux vous remercier de votre généreuse contribution à ce débat. Vous nous donnez beaucoup de matière à réflexion pour cette étude qui s'amorce. Je crois que nous aurons des échanges très fructueux.

Nous allons faire la transition tout en douceur, sans interruption, pour le prochain groupe de témoins de Statistique Canada.

Pour la deuxième partie de notre réunion, nous recevons des fonctionnaires de Statistique Canada, qui nous parleront également d'immigration francophone en situation minoritaire vue avec la lentille de Statistique Canada.

Nous recevons Laurent Martel, directeur du Centre de démographie, et Éric Caron Malenfant, directeur adjoint du Centre de démographie.

Bienvenue, messieurs. Je vous remercie d'avoir pris le temps de nous rencontrer aujourd'hui. À la suite de vos interventions, il y aura une période de questions des sénateurs et des sénatrices.

Monsieur Martel, la parole est à vous.

Laurent Martel, directeur, Centre de démographie, Statistique Canada : Merci, monsieur le président.

Mesdames les sénatrices, messieurs les sénateurs, nous sommes heureux de comparaître devant vous et nous vous remercions de nous donner l'occasion de contribuer à vos travaux sur le rôle de l'immigration pour l'avenir des communautés francophones en situation minoritaire.

Je m'appelle Laurent Martel. Je suis démographe et directeur du Centre de démographie à Statistique Canada. Je suis accompagné de mon collègue Éric Caron Malenfant, que vous

Assistant Director Éric Caron Malenfant, who you can also see on the screen. The two of us are in charge of the language statistics program at Statistics Canada.

As the national statistical agency, Statistics Canada collects information on Canada's immigrant populations and language groups, as well as other populations, on an ongoing basis.

The census also plays a key role in this regard, providing a detailed snapshot every five years of languages and immigration — and this is very important — at various geographic levels and evidence-based data that inform many public policies.

On August 17, Statistics Canada will be publishing an updated picture of linguistic diversity based on the new data from the 2021 Census. The results on immigration will follow on October 26, and then on languages of work on November 30, as well as the very first data on children eligible for education in the minority official language under the Canadian Charter of Rights and Freedoms. These data will be the first major component of a data ecosystem on these children that Statistics Canada intends to develop in the next few months and that will also include data from the new Survey on the Official Language Minority Population.

Using censuses prior to 2021 and other data sources, we were able to determine that between 2001 and 2016, the demographic weight of the French-speaking population in Canada outside Quebec, measured using the criterion of first official language spoken, was declining. This does not mean that this population decreased in absolute numbers, because it actually increased slightly, but it grew less quickly than the rest of the population, hence the decline in the percentage of the population it represents.

At this stage of our presentation, we feel it is important to specify that this observation applies to all of Canada outside Quebec and that the situation may be different at a regional level. Here, I am drawing a parallel with the previous meeting because these factors were mentioned by Mr. Corbeil and Mr. Traisnel.

Before discussing the specific role of immigration, we would like to quickly mention the reasons for this decline in the demographic weight of the francophone population outside Quebec: a) The natural components of population renewal, being births and deaths, as a whole, are unfavourable to maintaining the demographic weight of the French-speaking population in Canada outside Quebec; b) language transitions that happen between the parents and their children and over a lifetime for a given individual generally favour English, again adversely affecting French-speaking minority communities.

voyez également à l'écran. Nous sommes tous les deux responsables du programme de la statistique linguistique à Statistique Canada.

À titre d'agence statistique nationale, Statistique Canada recueille de l'information sur une base continue sur les populations immigrantes et les groupes linguistiques du pays, comme sur d'autres populations.

Le recensement en particulier nous fournit, tous les cinq ans, une image instantanée et détaillée des langues et de l'immigration, et ce — et c'est très important — à divers échelons géographiques; il joue, à cet égard, un rôle central et offre une base factuelle à de nombreuses politiques publiques.

D'ailleurs, Statistique Canada publiera le 17 août prochain un portrait à jour de la diversité linguistique à l'aide des nouvelles données du recensement de 2021. Le 26 octobre, on diffusera les données sur l'immigration et, le 30 novembre, les résultats sur les langues de travail ainsi que les toutes premières données sur les enfants admissibles à l'instruction dans la langue officielle minoritaire, en vertu de la Charte canadienne des droits et libertés. Ces données seront la première pièce importante d'un écosystème de données sur ces enfants, que Statistique Canada entend mettre sur pied au cours des prochains mois et qui inclura aussi les données de la nouvelle enquête sur la population de langue officielle en situation minoritaire, dont la collecte débutera très bientôt.

En fonction des recensements antérieurs à celui de 2021 et d'autres sources de données, on a pu établir de façon claire qu'entre 2001 et 2016, le poids de la population d'expression française au Canada hors Québec, mesurée avec le critère de la première langue officielle parlée, était à la baisse. Ce n'est pas que la population ait diminué en nombre absolu. Il est bien important de souligner cette nuance, car elle a augmenté en nombre absolu, mais elle a augmenté moins rapidement que le reste de la population, d'où cette baisse du pourcentage de la population qu'elle représente.

À ce stade-ci de mon intervention, il est très important de préciser que ce constat vaut pour l'ensemble du Canada hors Québec, mais que, à des échelles régionales, la situation peut être fort différente. Ici, je fais un parallèle avec la séance précédente, car ces propos ont été repris par MM. Corbeil et Traisnel.

Avant de parler du rôle spécifique de l'immigration, il convient d'évoquer rapidement les raisons expliquant la baisse du poids démographique de la population de langue française hors Québec : a) les composantes naturelles du renouvellement de la population que sont les naissances et les décès sont, dans l'ensemble, défavorables au maintien du poids démographique de la population de langue française du Canada hors Québec; b) les transitions linguistiques survenant entre les parents et les enfants et au cours de la vie des individus sont par ailleurs généralement favorables à l'anglais, ce qui exerce, là encore,

In this context, it's clear that migration plays an increasingly important role in the demographic dynamic of Canada's minority francophone populations. This is also true for the entire Canadian population, where natural increase is declining; demographic growth in Canada is therefore increasingly dependent on immigration.

Migration includes both international immigration and migration between regions, for example between Quebec and other regions outside Quebec.

From 2006 to 2016, the French-speaking population outside Quebec posted population gains overall from its migratory exchanges with Quebec. In other words, internal migration was a positive factor during this period. To illustrate the importance of these migratory exchanges with Quebec over time, it's important to note that according to the 2016 Census, approximately one in five French-speaking people in Canada outside Quebec was born in Quebec.

The proportion of international immigrants in this population was also on the rise, indicating a positive contribution of immigration to these communities. It increased from 9% in 2001 to 13% in 2016.

If we factor in both internal and international migration, approximately one in three French-speaking people in Canada outside Quebec came from either Quebec or abroad. However, the contribution of migration does not make up for other deficits, particularly natural increase, hence the drop in demographic weight mentioned at the beginning of our presentation.

Of course, I'd like to repeat that these components play out differently from one region of the country to another. For example, it's been shown that the transmission of French is higher in northern New Brunswick and in Ontario than in the other provinces. The demographic weight of French-speaking immigration is also higher in some large cities, such as Toronto.

With these observations in mind, what does the future hold? If I could tell you, I'd probably be rich. In fact, as a demographer, I'm probably already rich since our toolbox comprises population projections, which are very useful to get an idea of

une pression à la baisse sur la proportion des communautés francophones minoritaires.

Dans ce contexte, il apparaît évident que les migrations jouent un rôle de plus en plus grand dans la dynamique démographique des populations francophones minoritaires du Canada. C'est également le cas de l'ensemble de la population du Canada, où l'accroissement naturel est à la baisse; la croissance démographique du pays entier repose donc de plus en plus sur l'immigration.

Par migrations, on entend à la fois l'immigration internationale, mais aussi les échanges migratoires entre les régions du pays, par exemple les échanges migratoires entre le Québec et les autres régions hors Québec.

De 2006 à 2016, nos données indiquent que la population de langue française hors Québec a, dans l'ensemble, enregistré des gains dans ses échanges migratoires avec le Québec. Cela a été mentionné dans la séance précédente. Autrement dit, les migrations internes ont été un facteur positif au cours de cette période. Pour illustrer l'importance de ces échanges migratoires avec le Québec au fil du temps, mentionnons le fait qu'environ une personne d'expression française sur cinq au Canada hors Québec est née au Québec, selon le recensement de 2016.

La proportion d'immigrants internationaux au sein de cette population était elle aussi en hausse, ce qui est le signe d'une contribution positive de l'immigration à ces communautés francophones hors Québec. Elle est passée de 9 % à 13 % entre 2001 et 2016.

Si l'on prend en compte à la fois l'effet des migrations internes et des migrations internationales, c'est donc environ une personne de langue française sur trois qui, au Canada hors Québec, provenait soit du Québec, soit de l'étranger. L'apport des migrations ne permet toutefois pas de combler les déficits observés ailleurs, en tenant compte des deux phénomènes que j'ai mentionnés au début de mon intervention, notamment au chapitre de l'accroissement naturel, ce qui explique la baisse progressive du poids démographique de la population francophone à l'extérieur du Québec.

Je le répète et cela va de soi, le jeu de ces composantes se présente différemment d'une région à l'autre du pays. On a constaté par exemple que la transmission du français est plus élevée dans le Nord du Nouveau-Brunswick et en Ontario que dans les autres provinces. Nous savons également que l'immigration de la langue française est prépondérante dans certaines grandes villes, comme Toronto.

Fort de ces constats, que nous réserve l'avenir? Si je pouvais vous le dire, je serais probablement très riche. Riche, je le suis d'une certaine façon à titre de démographe, puisque ma boîte à outils de démographe comprend les projections démographiques,

the trajectories of populations and test different scenarios on how these populations might evolve. Ultimately, they help to inform decision-making today.

In 2017, Statistics Canada published projections on language groups. A powerful model was used to produce these detailed projections, which also accounted for many changing factors, including language transfers from generation to generation and over a lifetime.

We were also able to create multiple scenarios — sometimes theoretical — to understand the impact of a single factor, for example.

These complex projections used the 2011 National Household Survey as a starting point, and projected populations until 2036.

From these projections, we learned several things. Here are a few to keep in mind as I wrap things up.

If the trends in the level of immigration and its composition observed in these projections were to continue, we would see a further decline in the demographic weight of the French-speaking population in Canada outside Quebec. That is very clear.

An increase, as was observed recently, or a decrease in immigration could, with all other things being equal, lead to an increase or decrease this population in absolute numbers, but would have little effect on the course of its demographic weight, if the composition of immigration does not change significantly. This is because increased immigration, with no change in its composition, would also lead to an increase in the other language groups.

We ran a simulation in which we changed the composition of immigration, rather than the number, in order to keep the weight of the French-speaking population in each province at its 2016 level, which was just under 4%. For Canada as a whole, the proportion of French-speaking immigrants required to meet this objective would be above 4%. Immigration must also be able to offset the effects of other components, such as natural growth and language transfers, which often do not contribute to maintaining this proportion, as I said at the beginning of the presentation.

The results also vary depending on the province or the territory: Ontario, Alberta and British Columbia would need to increase this proportion the least, while Manitoba and Prince Edward Island would need to increase it the most.

qui est un outil très utile pour entrevoir les trajectoires des populations, tester divers scénarios d'évolution future et donc éclairer les décisions d'aujourd'hui.

En 2017, Statistique Canada a diffusé des projections sur les groupes linguistiques du pays, réalisées au moyen d'un puissant modèle permettant de produire des projections détaillées, tout en tenant compte de nombreux facteurs d'évolution, y compris les transferts linguistiques d'une génération à l'autre et au cours de la vie.

Nous avons pu créer de multiples scénarios, parfois théoriques, pour comprendre par exemple les répercussions d'un seul facteur d'évolution sur les tendances futures.

Ces projections complexes utilisaient comme point de départ l'Enquête nationale auprès des ménages, réalisée en 2011, et permettaient de faire des projections sur les populations jusqu'en 2036.

Grâce à cet exercice de projections, nous avons appris plusieurs choses. En voici quelques-unes en guise de conclusion.

Si les tendances actuelles en matière de niveau et de composition de l'immigration observées au moment d'effectuer ces projections se maintenaient, on assisterait à la poursuite de la baisse du poids démographique de la population de langue française du Canada hors Québec. C'est très clair.

Autre constat : une hausse, comme celle que l'on a observée récemment, ou une baisse de l'immigration pourrait, toutes choses étant égales par ailleurs, faire croître ou diminuer cette population en nombre absolu, mais n'aurait que peu d'influence sur le cours ou la trajectoire future de son poids démographique, surtout si la composition de l'immigration ne change pas de façon importante. Une hausse de l'immigration, sans modifier sa composition, ferait également croître tous les autres groupes linguistiques présents au pays.

Nous avons réalisé une simulation où l'on modifiait non pas le nombre, mais la composition de l'immigration, dans le but de maintenir, dans chaque province et territoire, le poids de la population d'expression française à son niveau de 2016, qui était alors d'un peu moins de 4 %. Dans l'ensemble du Canada, la proportion d'immigrants de langue française requise pour atteindre cet objectif serait supérieure à 4 %. Cette immigration doit donc aussi être en mesure de compenser les effets d'autres composantes, comme l'accroissement naturel ou les transferts linguistiques, qui sont souvent défavorables au maintien de cette proportion de la population d'expression française, comme je l'ai évoqué au début de mon intervention.

Les résultats montrent également une situation contrastée selon la province ou le territoire; nos simulations indiquent que c'est en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique que l'on devrait augmenter le moins cette proportion d'immigrants

In addition, other scenarios isolated the potential effect of other factors on the evolution of this demographic weight. They revealed that favourable migratory exchanges with Quebec could slow, rather than completely halt, the projected decline. Higher transmission of French from parents to children would have a positive demographic effect similar to the one I just mentioned in connection with internal migration.

In conclusion, it's clear from the results of the projections that francophone immigration outside Quebec could maintain the demographic weight of that French-speaking population if the proportion it represents among all immigrants were higher than the demographic weight of French-speaking people outside Quebec.

We also have to keep in mind that the situations are very different from one region to the next; that's very important. New detailed projection exercises would be useful to measure this proportion regionally given the upcoming results of the 2021 Census on the language situation, which will be available very soon, and the new Immigration Plan published in February by Immigration, Refugees and Citizenship Canada, which forecast a relatively strong increase in immigration to Canada.

Éric and I thank you for your attention and we would be very happy to answer any questions you may have.

The Chair: Thank you very much for this presentation, Mr. Martel and Mr. Caron Malenfant.

We will now move on to the round of questions. Once again, we will have five minutes for the questions and answers in the first round.

Senator Poirier: Thanks to our witnesses for being here. I have only one question, and it's about research and data collection.

Based on your experience, does the government need to improve its data collection on francophone immigration to improve francophone immigration policies?

If so, what data do you feel would be useful in increasing francophone immigration to francophone minority communities?

Mr. Martel: Thank you for that interesting question, senator.

francophones, et que c'est au Manitoba et à l'Île-du-Prince-Édouard qu'il faudrait l'augmenter le plus.

Je termine en disant que d'autres scénarios ont été élaborés et ont permis, par exemple, d'isoler l'effet d'un seul facteur sur l'évolution future de ce poids démographique. On a montré, par exemple, que des échanges migratoires favorables avec le Québec pourraient ralentir la baisse projetée, mais sans complètement la freiner. De plus, une transmission plus élevée du français des parents aux enfants aurait évidemment un effet démographique positif et semblable à celui que je viens d'évoquer avec les migrations internes.

En conclusion, il apparaît très clairement que, sur la base de nos projections démographiques, l'immigration francophone hors Québec pourrait maintenir le poids démographique de la population de langue française hors Québec, si la proportion d'immigrants francophones était supérieure au poids démographique de cette population francophone vivant à l'extérieur du Québec.

Gardons encore une fois à l'esprit qu'il faut considérer les variations régionales; c'est très important. Une mise à jour de ces projections serait très utile, notamment pour tenir compte des nouvelles données du recensement de 2021 qui seront très bientôt disponibles, ainsi que pour tenir compte, par exemple, du nouveau plan d'immigration récemment publié en février par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, qui a annoncé pour 2024 une hausse relativement importante des niveaux d'immigration au Canada.

Je vous remercie de votre attention. Éric et moi serons heureux de répondre à vos questions dans les prochaines minutes.

Le président : Messieurs Martel et Caron Malenfant, merci beaucoup pour cette présentation.

Nous allons passer à la période des questions. Encore une fois, nous allons suivre la même consigne des cinq minutes pour les questions et les réponses pour un premier tour de table.

La sénatrice Poirier : Merci à nos témoins d'être avec nous. Je n'ai qu'une question qui porte sur la recherche et la collecte de données.

Selon votre expérience, le gouvernement doit-il améliorer sa collecte de données concernant l'immigration francophone, afin de mieux proposer des politiques d'immigration francophone?

Si oui, quelles données seraient utiles, selon vous, pour augmenter l'immigration francophone dans les communautés francophones en situation minoritaire?

M. Martel : Je vous remercie de cette question intéressante, madame la sénatrice.

Jean-Pierre Corbeil, in the first part of the committee meeting, also mentioned that. There is already a lot of data available, including census information. Of course we have the “traditional” variables that have been used in the census a number of times now, such as first language learned, language spoken most often at home and knowledge of the official languages.

We added some other factors to those I mentioned at the beginning of my presentation, like language of schooling, to meet the requirement to collect data on children eligible for schooling in the minority language.

There is the data being added as we speak. We also have the new post-census language survey which will soon be used to collect data.

I therefore believe that we now have a major body of information. We also have some administrative data, for example about the children who attend minority-language schools across Canada. This information is being collected by Statistics Canada at the provincial and territorial level, and of course there is the well-known Canadian immigration database that was referred to by Jean-Pierre Corbeil in the first part of this meeting.

There is already a lot of data. We added to this body of data in 2021 and will soon do so in 2022. So that’s my answer. I think that we can do a great deal with the existing data.

One thing you mentioned was internal migration by francophones. We can already obtain a pretty good approximation with the mobility data in the census. Canadians are asked: “Where did you live one year ago?” and “Where did you live five years ago?” By looking at the answers to these questions in the census, we can learn a lot about the mobility of Canadians, including immigrants and francophone immigrants.

I’ll stop there. Perhaps Éric might like to add something?

Éric Caron Malenfant, Assistant Director, Centre for Demography, Statistics Canada: No. That covers the sources of current and future data pretty well.

Senator Poirier: If you think the amount of data you have is enough to meet requirements, why are we unable to meet the immigration targets?

We haven’t met the targets; we haven’t even reached 4%. The data is there to provide an answer, but at the same time, it doesn’t meet our needs.

Jean-Pierre Corbeil, dans la première partie de la réunion du comité, l’a évoqué également. Il y a déjà quand même beaucoup de données disponibles actuellement, notamment grâce au recensement. Nous avons évidemment les variables « traditionnelles » présentes dans le recensement depuis un certain nombre de cycles, par exemple la langue maternelle, les langues le plus souvent parlées à la maison et la connaissance des langues officielles.

On a ajouté des éléments à cet éventail que j’ai évoqué au début de ma présentation, soit la langue d’instruction, pour répondre à un besoin de recueillir des données sur les enfants admissibles à l’instruction dans la langue de la minorité.

Il y a des données qui sont ajoutées même au moment où l’on se parle. Nous avons également la nouvelle enquête post-censitaire sur les langues qui est sur le point de recueillir des données.

Je pense donc qu’il y a quand même une masse importante d’informations. Nous avons également quelques données administratives, par exemple, sur les enfants qui fréquentent des écoles de la minorité à travers le Canada. On recueille ces données avec Statistique Canada à l’échelle des provinces et des territoires, sans parler de la fameuse base de données sur les immigrants du Canada qu’a évoquée Jean-Pierre Corbeil durant la première partie de cette séance.

Il y a déjà beaucoup de données qui existent actuellement. Nous avons enrichi cet ensemble de données en 2021 et bientôt en 2022. Ce serait ma réponse; je pense qu’il y a déjà quand même beaucoup de choses qu’on peut faire avec ces données.

Vous avez évoqué, par exemple, la migration interne des francophones. On peut déjà en faire une bonne approximation avec les données sur la mobilité contenues dans le recensement. On demande aux Canadiens : « Où viviez-vous il y a un an? » et « Où viviez-vous il y a cinq ans? » En exploitant ces questions contenues dans le recensement, on peut connaître beaucoup de choses sur la mobilité des Canadiens, notamment celle des immigrants et des immigrants francophones.

Je vais m’arrêter ici. Peut-être qu’Éric veut ajouter un élément de réponse?

Éric Caron Malenfant, directeur adjoint, Centre de démographie, Statistique Canada : Non; cela couvre très bien les sources de données actuelles et à venir.

La sénatrice Poirier : Si vous pensez que les données que vous avez sont suffisantes pour répondre aux besoins, pour quelles raisons ne pouvons-nous pas atteindre les cibles recherchées pour l’immigration?

Nous n’avons pas atteint les cibles attendues; nous ne sommes même pas à 4 %. Les données sont là pour répondre, mais en même temps tout cela ne répond pas à nos besoins.

Mr. Martel: One of the things Statistics Canada suggested, and which is useful in decision-making, is what I referred to in my speech, and that's demographic projections.

It's only to be expected that, as a demographer, I would want to mention how useful demographic projects can be, because these projections make it possible for us today to test multiple evolution scenarios for one or more factors at the same time. We can understand the isolated effect of a single factor to see population trajectories for the future.

Statistics Canada recently made some new projection tools available to decision-makers that will clarify debates and perhaps even make better-informed decisions for the future of these communities.

Senator Poirier: Do I have a little bit of time left?

The Chair: Yes, just a bit. Go ahead.

Senator Poirier: My question is about the most recent 4.4% target. What do you believe are the factors, federal or provincial, that led to this failure?

Do we need to make adjustments? Was the target wrong from the outset?

Mr. Martel: That too is a very appropriate question.

My answer would be to tell you, once again thanks to our projections, that we could do things like test of various levels in the composition of francophone immigration within Canadian immigration generally, particularly in view of the new levels that the Department of Immigration recently announced. Using the tools we now have, and which we did not have 10 or 5 years ago, we could easily test different levels and acquire an understanding of a threshold, for example, that would maintain the demographic weight in a number of francophone communities outside Quebec, while continuing to use a regional approach. It would even be possible to set a proportion for certain regions in relation to other regions.

That's how I think our new tools will enable us to improve the decisions that you will soon be making.

Senator Poirier: Thank you very much.

The Chair: Before giving the floor to Senator Dagenais, I have a minor question that may be complementary to that one.

M. Martel : Une des choses que Statistique Canada a mise de l'avant et qui est utile dans la prise de décisions, c'est ce à quoi j'ai fait référence dans mon allocution et qui a trait aux projections démographiques.

À titre de démographe, évidemment, je peux vous parler de l'utilité des projets démographiques, parce qu'à la lumière de ces projections, on est capable aujourd'hui de tester de multiples scénarios d'évolution et de jouer sur un ou plusieurs facteurs à la fois. On est capable de comprendre l'effet isolé d'un facteur pour voir la trajectoire des populations à l'avenir.

Statistique Canada a mis tout récemment à la disposition des décideurs publics de nouveaux outils en matière de projections qui vont permettre d'éclairer les débats, et peut-être surtout de prendre des décisions plus éclairées pour l'avenir de ces communautés.

La sénatrice Poirier : Est-ce qu'il me reste un tout petit peu de temps?

Le président : Oui, un tout petit peu. Allez-y.

La sénatrice Poirier : Ma question porte sur la dernière cible de 4,4 %; selon vous, quels sont les facteurs, sur le plan fédéral ou provincial, qui ont mené à cet échec?

Est-ce qu'on devrait rectifier le tir? La cible était-elle erronée dès le départ?

M. Martel : C'est aussi une question très pertinente.

Ma réponse à cette question serait de vous dire que, encore une fois grâce à nos projections, on pourrait par exemple tester, au sein de l'immigration, différents niveaux de composition d'immigration francophone au sein de notre immigration canadienne, surtout compte tenu des nouveaux niveaux que le ministère de l'Immigration a annoncés récemment. Nous pouvons facilement, à l'aide des outils dont nous disposons actuellement et que nous n'avions pas il y a une dizaine ou une quinzaine d'années, tester différents niveaux et arriver à bien comprendre le seuil minimum, par exemple, qui maintiendrait le poids démographique de certaines communautés francophones à l'extérieur du Québec, tout en gardant d'ailleurs une approche régionale. On serait même capable de cibler une proportion pour certaines régions par rapport à d'autres.

C'est dans ce sens que je pense que nos nouveaux outils nous permettront d'enrichir les décisions que vous prendrez prochainement.

La sénatrice Poirier : Merci beaucoup.

Le président : Avant de passer la parole au sénateur Dagenais, j'ai une petite question qui est peut-être complémentaire à celle-là.

Mr. Martel, does your data enable you to identify the different categories of immigrants who come to Canada? By this I mean economic immigrants, foreign students, temporary workers?

Can you get specific data for these various categories?

Mr. Martel: That's a highly relevant question, given the different categories of immigrants to Canada. There are four major categories, but it can be subdivided even further.

Éric, I'm going to rely on you as well, to make sure I don't mislead the senators.

The census does not provide us with data by category of immigrant. However, under certain conditions, Statistics Canada can establish linkages with administrative or other databases that would allow us to enrich our sources of data, for example in terms of the immigration category under which a Canadian immigrant settled in the country.

I can also say that in our detailed demographic projection toolbox, which I mentioned in my presentation, we included immigrant categories. We can even, if certain people want it, develop different scenarios pertaining to things like the proportion of economic immigrants or the proportion of immigrants admitted to Canada for family reunification, and include the data in our projections to see what that can give us in future.

The Chair: Thank you very much.

Senator Dagenais: My first question is for Mr. Martel. If Statistics Canada had more resources, would you be able to dig deeper into the profile of immigrants who actually use French within the family and in the workplace?

Mr. Martel: That's a good question. I think we have the data needed to do that. I believe that it would be possible with the existing data. However, as for incorporating that into the projection models... We would need to see what the components required to project this kind of variable would be. There are often underlying variables that also require projection, but I think that we could do that work. I will now ask Mr. Caron Malenfant to finish answering the question.

Monsieur Martel, est-ce que vos données vous permettent d'identifier les différentes catégories d'immigrants que nous recevons au Canada? En d'autres mots, les immigrants économiques, les étudiants étrangers, les travailleurs temporaires?

Êtes-vous en mesure d'avoir des données spécifiques par rapport à ces différentes catégories?

M. Martel : C'est une question extrêmement pertinente, compte tenu des différentes catégories d'immigrants au Canada. Il y a quatre grandes catégories, mais on peut aller encore plus dans les détails.

Éric, je vais me fier à toi aussi, pour ne pas induire les sénatrices et les sénateurs en erreur.

Au recensement, nous n'avons pas de données sur la catégorie d'immigrants. Cependant, Statistique Canada, à certaines conditions, établit des couplages d'enregistrement avec des bases de données administratives, par exemple, qui nous permettent effectivement d'enrichir nos sources de données, par exemple sur la catégorie d'immigration à laquelle appartient un immigrant canadien qui s'est établi au pays.

Ce que je peux vous dire également, c'est que, dans notre moteur de projections démographiques détaillées dont j'évoquais l'existence au cours de ma présentation, nous avons inclus justement les catégories d'immigrants. Nous serions même capables, si certains le souhaitaient, d'élaborer différents scénarios ayant trait, par exemple, à la proportion d'immigrants économiques ou à la proportion d'immigrants qui sont admis au Canada sous le thème de la réunification familiale, d'inclure ces données dans nos projections et de voir ce que ça peut donner à l'avenir.

Le président : Merci beaucoup.

Le sénateur Dagenais : Ma première question s'adresse à M. Martel. Si on donnait plus de moyens à Statistique Canada, seriez-vous capables de creuser davantage sur le profil des immigrants qui utilisent réellement le français en milieu familial et en milieu de travail?

M. Martel : C'est une bonne question. Je pense que nous avons les données requises pour le faire. Je pense que ce serait possible sur la base des données existantes. Cependant, de là à intégrer cela dans des modèles de projection... Il faut voir quelles sont les composantes nécessaires à la projection de ce genre de variable. Il y a souvent des variables sous-jacentes qu'il faut projeter également, mais je pense que nous pourrions faire des travaux en ce sens. Je vais laisser M. Caron Malenfant compléter ma réponse.

Mr. Caron Malenfant: Yes, I could add that the census provides a lot of information about the languages spoken at home and at work as well. We can also distinguish between immigrants and non-immigrants, by region and by the various characteristics collected via the census. The census asks about the language spoken most often at home and other languages spoken at home. There is also a question about the language used most often at work and other languages used at work.

Given that we know an immigrant's status, age, occupation and the industry in which that immigrant works, the census can be used to obtain highly detailed profiles of the immigrant population in terms of various linguistic characteristics. There is also data about mother tongue and knowledge of languages. Can people speak French, English or both languages? The census can be used to obtain information for profiles like these.

Senator Dagenais: On to my next question now. Does the research you have been doing provide information about the number of French-speaking Canadians and immigrants who have put their language on hold to gain access to jobs, particularly higher-level jobs, in the country's major corporations?

Mr. Martel: I know that we did work just recently on the relationship between the language of schooling and language of work. Some studies are about to be published. Mr. Caron Malenfant, would you like to take this from here?

Mr. Caron Malenfant: I believe the census is a source of data that can provide this kind of information. Without necessarily saying that people have put their language on hold, we can determine whether people who use French at home, live outside Quebec and whose mother tongue is French use this language at work. Are they using a different language or are they using both French and English?

The vast majority of people use French or English at work. There has been a significant increase in the number of people whose mother tongue is a language other than French or English, and who speak this language at home. But at work, the official languages are those nearly always used. So there are many people who speak a language other than French or English who do not use their mother tongue at work, but who use French or English. The census allows us to identify these various profiles within the population.

Senator Dagenais: For a francophone who obtains a job for which bilingualism is required, do you know what proportion of the working day is spent speaking English? I would imagine this

M. Caron Malenfant : Oui, je pourrais ajouter que, dans le recensement, on a beaucoup d'information sur les langues parlées à la maison et les langues utilisées au travail également. On peut distinguer immigrants et non-immigrants, selon la région et les diverses caractéristiques qui sont recueillies dans le recensement. On pose la question sur la langue qui est la plus souvent parlée à la maison et sur les autres langues qui sont parlées à la maison. Au travail, on pose une question sur la langue utilisée le plus souvent au travail et aussi sur les autres langues qui sont utilisées au travail.

Comme on connaît le statut d'un immigrant, son âge, sa profession et l'industrie dont il fait partie, il est possible, avec le recensement, d'obtenir des profils très détaillés de la population immigrante selon diverses caractéristiques linguistiques. On a également des données sur la langue maternelle et la connaissance des langues. Est-ce que les gens connaissent le français, connaissent l'anglais ou les deux langues? Le recensement est une source de données permettant d'obtenir de l'information sur ce type de profil.

Le sénateur Dagenais : J'y vais avec ma prochaine question. Les recherches que vous faites nous donnent-elles de l'information sur le nombre de francophones canadiens et immigrants qui ont mis leur langue de côté pour avoir accès à des emplois, et surtout à des emplois supérieurs dans les grandes entreprises du pays?

M. Martel : Je sais qu'on a fait des travaux tout récemment sur la relation entre la langue d'instruction et la langue de travail. Il y a des études qui seront bientôt publiées. Monsieur Caron Malenfant, je ne sais pas si vous voulez aller dans cette direction-là.

M. Caron Malenfant : Je pense que le recensement est la source de données permettant de recueillir ce genre d'information. Sans dire que les gens ont mis leur langue de côté, on peut voir si les personnes qui utilisent le français à la maison, qui habitent à l'extérieur du Québec et qui ont le français comme langue maternelle, utilisent leur langue au travail. Est-ce qu'ils utilisent une autre langue ou est-ce qu'ils utilisent le français et l'anglais ensemble?

La grande majorité des gens vont utiliser le français ou l'anglais au travail. On sait qu'il y a une hausse importante du nombre de personnes qui ont une langue autre que le français ou l'anglais comme langue maternelle ou langue parlée à la maison. Cela dit, au travail les langues officielles demeurent des langues de convergence. Donc, il y a beaucoup de gens qui parlent une langue autre que le français ou l'anglais et qui n'utilisent pas leur langue maternelle au travail, mais qui vont utiliser le français ou l'anglais. Donc, le recensement nous permet de connaître ces divers profils au sein de la population.

Le sénateur Dagenais : Savez-vous dans quelle proportion un francophone qui obtient un emploi pour lequel le bilinguisme est requis travaille en anglais durant sa journée de travail? Ce

is something we have to know if we are to accurately measure the requirement to speak English.

Mr. Caron Malenfant: I don't know that proportion.

Mr. Martel: Neither do I.

Mr. Caron Malenfant: So we're talking about the number of people who generally speak French and about how much time they spend speaking another language every day, right? Who use English?

Senator Dagenais: Yes.

Mr. Caron Malenfant: I don't think we can find the number of hours spent using another language at work. But we will soon have access to new information from the survey on the status of francophone minority language communities outside Quebec and anglophone minority communities in Quebec, which will collect more information about languages used at work. This will go beyond the questions asked in the census about the language used most often and the languages spoken regularly, which are already in the census. There will be additional questions about the context in which these languages are used, and with whom they are used. Is a language used to perform tasks or to speak with colleagues? There will be information on things like this in the new field survey to be conducted in 2022 on languages used at work. The census will also provide a lot of information, because it can tell us which languages are spoken most often and used on a regular basis at work.

The Chair: Thank you, Mr. Martel and Mr. Caron Malenfant.

Senator Gagné: Welcome Mr. Martel and Mr. Caron Malenfant. I just wanted to ask you a question, and I apologize if you already discussed this in your presentation. What is the definition of a French-speaking immigrant?

Mr. Martel: That's a good question. I would say that a French-speaking immigrant is a person born abroad. The term French-speaking is used because we use the variable for the first official language spoken, which is often most relevant for immigrants, because their mother tongue may be neither French nor English, but they may also speak one of Canada's two official languages. I think the first language spoken criterion is useful in connection with francophone immigration.

Senator Gagné: Has the definition used by the federal government changed over time?

serait nécessaire de le savoir pour mesurer le véritable besoin de parler en anglais, j'imagine?

M. Caron Malenfant : Je ne connais pas la proportion.

M. Martel : Moi non plus.

M. Caron Malenfant : Si je comprends bien, on parle du nombre de personnes qui utilisent le français en général et du temps qu'elles passent dans une journée à utiliser une autre langue, c'est bien ça? Qui utilisent l'anglais?

Le sénateur Dagenais : Oui.

M. Caron Malenfant : Je ne crois pas que l'on connaît le nombre d'heures passées au travail dans une autre langue. Cela dit, nous aurons bientôt de nouvelles données au moyen de l'enquête sur la situation des populations en situation de langue minoritaire francophone à l'extérieur du Québec, et anglophone au Québec, où l'on va recueillir davantage d'information sur la situation en milieu de travail. On va aller au-delà des questions du recensement sur la langue utilisée le plus souvent et les langues parlées régulièrement qui sont déjà posées dans le recensement. On va aussi poser des questions supplémentaires sur le contexte dans lequel ces langues sont utilisées, et avec qui elles le sont. Est-ce qu'on utilise une langue pour accomplir des tâches ou pour parler avec des collègues? Il y aura de l'information disponible dans la nouvelle enquête qui se fait sur le terrain en 2022 à propos des situations au travail qui nous permettront d'en apprendre davantage. Le recensement nous permet d'en apprendre beaucoup, car on peut savoir quelle langue est parlée le plus souvent et lesquelles sont utilisées régulièrement au travail.

Le président : Merci à MM. Martel et Caron Malenfant.

La sénatrice Gagné : Bienvenue, messieurs Martel et Caron Malenfant. Je voulais tout simplement vous poser une question, et veuillez m'excuser si vous en avez déjà parlé dans le cadre de votre présentation : comment est-ce qu'on définit un immigrant d'expression française?

M. Martel : C'est une bonne question. Je répondrais qu'un immigrant d'expression française est une personne née à l'étranger. On parle d'expression française parce qu'on utilise la variable de la première langue officielle parlée, qui est souvent la plus pertinente lorsqu'on parle des immigrants, parce qu'ils peuvent avoir une langue maternelle tierce, autre que le français et l'anglais, mais aussi connaître une des deux langues officielles du Canada. Je pense que le critère de la première langue parlée est un critère intéressant lorsqu'on s'intéresse à l'immigration francophone.

La sénatrice Gagné : Est-ce que la définition utilisée par le gouvernement fédéral a évolué au fil du temps?

Mr. Caron Malenfant: There are in fact several different ways of defining the French-speaking population. As Mr. Martel said, we often use the first official language spoken criterion. The criteria for first official language spoken have remained the same in recent years. The population can be defined on the basis of their knowledge of the official languages; that means the population that speaks French or whose mother tongue is French. There are also continuous data sets for these populations. By this I mean Statistics Canada data from the census. There is no official definition of a francophone immigrant, but several tools are available to various users so that they can establish their own definition. At Statistics Canada, we often use first official language spoken.

Senator Gagné: When targets are being set, is the same definition that had an impact on reaching the 4% target still being used, or not necessarily?

Mr. Caron Malenfant: When simulation projections were done to determine the number of additional immigrants that would be required by province to maintain the demographic weight of the French-speaking population in each of the provinces, first official language spoken is used. It could have been based on other criteria, but the Department of Immigration's target was established on the basis of first official language spoken. The 4.4% target was the proportion of people whose first official language spoken was French in the 2001 Census. So for the projections, we used the same criterion.

Senator Gagné: Could you comment on the transmission of French to children of French-speaking immigrants outside Quebec, and how would this transmission compare to the children of francophone parents?

Mr. Caron Malenfant: That's a very good question. We would need to check for French-speaking immigrants. For the French-speaking population, what we can say is that there is such transmission through the intermediary of the French-speaking population outside Quebec. This was mentioned in passing by Laurent Martel in his opening speech. The transmission of French outside Quebec is incomplete.

One might say that through intergenerational transmission, there are some transfers to English that are closely related to exogamy and the fact that in certain circumstances, the two spouses speak a different language and use English with their children. That can be an important factor for the decline in the demographic weight of the French-speaking population.

M. Caron Malenfant : En fait, il y a plusieurs façons de définir la population d'expression française. Comme le disait M. Martel, on utilise souvent le critère de la première langue officielle parlée. Les critères de la première langue officielle parlée sont restés les mêmes au cours des dernières années. On peut définir la population selon la connaissance des langues officielles; c'est donc la population qui connaît le français ou qui a le français comme langue maternelle. On a aussi des séries de données continues au sujet de ces populations. Ici, on parle des données de Statistique Canada qui proviennent du recensement de la population. Il n'y a pas de définition officielle de ce que c'est un immigrant francophone, mais on a plusieurs outils qui permettent aux divers utilisateurs de créer leur propre définition. Chez Statistique Canada, on utilise souvent la première langue officielle parlée.

La sénatrice Gagné : Quand il s'agit d'établir une cible, est-ce qu'on utilise toujours la même définition qui a eu un impact sur l'atteinte de la cible de 4 %, ou pas nécessairement?

M. Caron Malenfant : Quand on a fait des projections de simulation pour déterminer le nombre d'immigrants de plus qui seraient requis par province pour maintenir le poids démographique de la population de langue française dans chacune des provinces, c'est la première langue officielle parlée qui a été utilisée. Cela aurait pu être fait à partir d'autres critères, mais la cible du ministère de l'Immigration a été établie sur la base de la première langue officielle parlée. La cible de 4,4 %, c'était la proportion de personnes qui avaient le français comme première langue officielle parlée au recensement de 2001. Donc, dans les projections, on a utilisé le même critère.

La sénatrice Gagné : Seriez-vous en mesure de faire des commentaires sur la transmission du français aux enfants de couples d'immigrants d'expression française à l'extérieur du Québec, et comment cette transmission peut-elle se comparer aux enfants de parents francophones?

M. Caron Malenfant : C'est une très bonne question; il faudrait vérifier pour les immigrants d'expression française. Pour la population française, ce qu'on peut dire, c'est qu'il y a une transmission, par l'intermédiaire de la population de langue française à l'extérieur du Québec. De façon générale, c'est quelque chose qui a été évoqué par Laurent Martel lors de son allocution d'ouverture. Il y a une transmission incomplète du français à l'extérieur du Québec.

En fait, on peut dire que, par le biais de la transmission intergénérationnelle, il y a certains transferts vers l'anglais qui sont beaucoup liés à l'exogamie et au fait que, dans certaines situations, les deux conjoints parlent une langue différente et vont utiliser l'anglais, par exemple, avec leurs enfants. C'est un facteur qui joue de façon importante, si l'on veut, dans la baisse du poids démographique de la population de langue française.

In the projections, when a simulation was run to see what would happen if there was higher transmission of French, it showed that the demographic weight was declining more slowly.

As Mr. Martel mentioned, it varies enormously from place to place and it's related to the geographic concentration of francophone populations in some regions. There is a higher level of French transmission in regions where there is a larger concentration of francophones, such as northern New Brunswick, which was mentioned by Mr. Martel, or some regions in Ontario, whereas in other locations, there is less transmission towards French and more towards English.

Senator Gagné: It would be interesting to see the comparisons.

Mr. Caron Malenfant: For immigrants, that's definitely something that could be looked at.

The Chair: Thanks for your responses.

Senator Mégie: I have a question for Mr. Martel.

You said in your speech that increased immigration, without any changes in composition, would also increase the size of other language groups. Does that mean it would not promote francophone immigration at all, and that we would fail to meet our goal?

If that's what it means, then what composition should we be promoting?

Mr. Martel: Our projections have in fact shown that an increase in immigration, without a change in its composition, for example in the number of francophone immigrants, the situation would not really change. The decline in the demographic weight of French-speaking populations outside Quebec would continue to decline. Immigration would contribute to the same extent and even more so to other language groups like non-official language populations or anglophone immigrants. The other populations continue to grow more quickly than the French-speaking population outside Quebec, so the situation would not change.

A change needs to be made in the composition of immigration, and the much-discussed proportion of francophone immigrants will have to change in future if we want to maintain the relative weight of francophone communities outside Quebec. What we also found was that this proportion had to be higher than the current proportion of francophones outside Quebec. Why? Because other factors that have a negative impact on maintaining this demographic weight need to be offset.

Dans les projections, lorsqu'on a fait une simulation pour voir ce qui arriverait si on favorisait une meilleure transmission du français, on voyait que le poids démographique baissait plus lentement.

Comme le mentionnait M. Martel, c'est très différent d'un endroit à l'autre et c'est lié à la concentration géographique des populations francophones dans certaines régions. La transmission du français va se faire davantage dans les régions où il y a une plus grande concentration de francophones, par exemple dans le Nord du Nouveau-Brunswick, comme le disait M. Martel, ou certaines régions de l'Ontario, tandis qu'à certains endroits la transmission se fait moins vers le français et davantage vers l'anglais.

La sénatrice Gagné : Ce serait donc le comparatif qu'il serait intéressant de connaître.

M. Caron Malenfant : Avec les immigrants, oui, c'est quelque chose qu'on pourrait examiner, effectivement.

Le président : Merci de vos réponses.

La sénatrice Mégie : Je m'adresse à M. Martel.

Vous avez dit dans votre discours qu'une hausse de l'immigration, sans modifier sa composition, ferait également croître les autres groupes linguistiques. Est-ce que cela signifie que ça ne favoriserait pas du tout l'immigration francophone et que l'on raterait notre objectif?

Si c'est ce que cela signifie, quelle devrait être la composition qu'on devrait privilégier?

M. Martel : En fait, nos projections nous ont montré qu'avec une hausse de l'immigration, sans changer sa composition, donc sans changer par exemple le nombre d'immigrants francophones, la situation ne changerait pas réellement. On continuerait d'assister à la baisse du poids démographique des populations de langue française à l'extérieur du Québec. L'immigration contribuerait également et davantage, en fait, aux autres groupes linguistiques, par exemple, les populations de langue tierce ou les immigrants anglophones. Les autres populations continuent de croître plus rapidement que la population de langue française à l'extérieur du Québec, donc la situation ne changerait pas.

Il faut effectuer un changement dans la composition de l'immigration, donc cette fameuse proportion d'immigrants francophones, qui devra changer à l'avenir si l'on veut maintenir le poids des communautés francophones à l'extérieur du Québec. Ce qu'on a constaté également, c'est que cette proportion devra être supérieure à la proportion que représentent les francophones hors Québec. Pourquoi? Parce qu'il faut compenser les autres effets qui ont des effets négatifs sur le maintien de ce poids démographique.

So it's not simply a matter of trying to achieve the same demographic weight for francophones outside Quebec. What's needed is a higher target to counteract the other negative impacts.

Do you have anything to add, Éric?

Mr. Caron Malenfant: I'd like to add something to link it to another factor that was mentioned in the introduction.

Increased immigration, even without a change in its composition, as Mr. Martel mentioned, would not slow down the decline in the demographic weight of the French-speaking population outside Quebec. But an increase in immigration would increase the number of French-speaking people outside Quebec. There's a distinction to be made between the number and the proportion. If there was an increase in immigration and this increase was proportional for each of the languages, then the number of French-speaking people outside Quebec would be higher. That's what the projections showed: By increasing or decreasing immigration, the number increased or decreased, but it didn't have much of an impact on demographic weight, meaning the percentage of the French-speaking population outside Quebec.

Senator Mégie: For the census, we all know that in 2011, the Conservative government announced that the long-form census would henceforth only be completed on a voluntary basis. After that, the forms became shorter. Do you think that would have an impact on your demographic projections?

Did the pandemic affect your projections? If so, how?

Mr. Martel: Thank you, senator. Those are good questions and I'll make a start on answering them.

The voluntary basis 2011 Census, which became the long-form census questionnaire, and then the National Household Survey, is something I mentioned in my presentation. In fact, our initial language projections, released by Statistics Canada in 2017, used the National Household Survey as a starting point. This decision did not have an impact on the projections. We were able to make very successful use of the National Household Survey to make projections about the major language groups in Canada, including French-speaking populations living outside Quebec.

As for the pandemic, it's important to understand that a census is a snapshot of the population at a very specific time, namely the day of the census, which was May 11, 2021. This snapshot shows what impact the pandemic had on certain aspects. For

Donc, il ne s'agit pas simplement de viser l'atteinte du même poids démographique pour les francophones hors Québec; il faut viser une cible plus élevée permettant de contrecarrer les autres effets négatifs.

Je ne sais pas si Éric veut ajouter des précisions.

M. Caron Malenfant : Je vais ajouter une précision pour faire le lien avec un autre élément qui a été mentionné dans l'introduction.

Une hausse de l'immigration, même si sa composition ne changeait pas, comme le mentionne M. Martel, ne permettrait pas de freiner la baisse du poids démographique de la population d'expression française à l'extérieur du Québec. Cependant, une hausse de l'immigration ferait augmenter le nombre de personnes de langue française à l'extérieur du Québec. Il y a une distinction à faire entre le nombre et la proportion. Si l'on augmentait l'immigration et que l'augmentation était proportionnelle pour chacune des langues, le nombre de personnes d'expression française à l'extérieur du Québec serait plus élevé. C'est ce que montraient les projections : en augmentant ou en diminuant l'immigration, on augmentait ou on baissait le nombre, mais cela avait assez peu d'effets sur le poids démographique, sur le pourcentage que la population de langue française représente à l'extérieur du Québec.

La sénatrice Mégie : Sur le plan du recensement, on sait qu'en 2011, le gouvernement conservateur a annoncé que le formulaire long du recensement serait désormais rempli sur une base volontaire. Par la suite, les formulaires sont devenus plus courts. Pensez-vous que cela aurait un effet sur vos projections démographiques?

Est-ce que la pandémie a eu des effets sur vos projections? Si oui, lesquels?

M. Martel : Merci, madame la sénatrice, ce sont de bonnes questions et je peux commencer à y répondre.

Pour ce qui est du recensement devant être rempli sur une base volontaire en 2011, qui est devenu le questionnaire long du recensement, puis l'Enquête nationale auprès des ménages, je l'ai évoqué dans ma présentation. En fait, nos premières projections linguistiques diffusées par Statistique Canada en 2017 avaient, comme point de départ, l'Enquête nationale auprès des ménages. Pour ce qui est des projections, cette décision n'a pas eu d'impact. Nous avons pu, avec beaucoup de succès, utiliser l'Enquête nationale auprès des ménages pour faire des projections sur les grands groupes linguistiques en présence au Canada, y compris les personnes de langue française vivant à l'extérieur du Québec.

D'autre part, pour ce qui est de la pandémie, évidemment, il faut comprendre qu'un recensement est une photo instantanée de la population à un moment bien précis, soit le jour du recensement, qui était le 11 mai 2021. Nous voyons, avec cette

others, the consequences will show over the longer term. I'm thinking for example of the impact of the pandemic on the fertility rate of Canadian couples. A certain amount of time will have to go by before we see how the pandemic affected the fertility of couples in Canada. The census can sometimes capture some impacts of the pandemic, but less so for other situations. When we can start talking about the effects of the pandemic in light of the 2021 Census, we do that, and we did so in February when we presented the figures on demographic growth.

Will the pandemic affect the demographic projections? When we run our series of projections, we will definitely factor in the effects of the pandemic. As for projections with respect to fertility, and the internal migration of Canadians, the pandemic may well have had an impact. We will, of course, take this into account when we develop our future evolution scenarios.

The Chair: Thank you very much for your answers.

Senator Clement: Thank you for your presentations.

Senators Gagné and Poirier asked the questions I was going to ask, but I have another one.

Based on your data, are there any regions in particular that did better in terms of increasing the size of their francophone population, or at least having less of a reduction? If so, could the data give us indications about why they did better?

Mr. Martel: That's also a very good question. I'll make a start and then ask Éric to provide more details.

The answer is yes, I know that there are some regions that did better than others. In fact in some regions of Canada, the demographic weight of francophones outside Quebec did not decrease. That then is the evidence that there were very different situations. It's one of the messages I wanted to get to you today, which is the importance of taking regional variations into consideration. I think that others, earlier in the meeting, did the same thing that I did.

For example, there are places like the greater Toronto area, that receive a relatively large influx of immigrants every year, because many Canadian immigrants choose to settle there. Of course the francophone community in Toronto receives a certain number of these immigrants every year, and some of them, though not very many, speak French. That of course increases the size of the francophone population living in Toronto. The situation is probably very different in northern Ontario for

photo instantanée, le résultat de la pandémie pour ce qui est de certains aspects. Pour d'autres, ces conséquences seront à plus long terme. Je pense par exemple aux effets de la pandémie sur la fécondité des couples canadiens. Il y aura un certain délai avant que nous voyions l'effet de la pandémie sur la fécondité des couples au Canada. Le recensement peut parfois capter des effets de la pandémie, mais moins dans d'autres situations. Lorsque nous pouvons parler des effets de la pandémie grâce aux données du recensement de 2021, nous le faisons, et on l'a fait en février dernier lorsque nous avons présenté les chiffres sur la croissance démographique.

Cela dit, est-ce que la pandémie aura des impacts sur les projections démographiques? Bien sûr que, dans la réalisation de nos séries de projections, nous prendrons en compte les effets de la pandémie. Lorsqu'on parle de faire des projections sur la fécondité, sur l'immigration interne des Canadiens, la pandémie a pu effectivement avoir des effets. Nous en tiendrons compte lorsque nous élaborerons nos scénarios d'évolution future, bien évidemment.

Le président : Merci beaucoup de vos réponses.

La sénatrice Clement : Merci pour vos présentations.

Les sénatrices Gagné et Poirier ont posé mes questions, mais j'en ai une autre.

Est-ce que, selon vos données, il y a des régions en particulier qui ont mieux fait pour ce qui est d'augmenter ou de moins réduire leur population francophone? Si oui, est-ce que ces données pourraient nous donner des indices sur les raisons pour lesquelles elles ont mieux fait?

M. Martel : C'est une très bonne question également. Je vais commencer à répondre et je vais laisser Éric donner des précisions.

La réponse est oui, je sais qu'il y a des régions qui ont mieux fait que d'autres. D'ailleurs, dans certaines régions du Canada, le poids démographique des francophones hors Québec n'a pas diminué. Voilà donc la preuve qu'il y a eu des situations très contrastées. C'est un des messages que j'ai voulu vous transmettre aujourd'hui, soit l'importance de prendre les variations régionales en considération. Je pense que d'autres intervenants, plus tôt dans la séance, ont fait la même chose que moi.

Par exemple, il y a des endroits comme la grande région métropolitaine de Toronto, qui reçoit chaque année un flux d'immigrants relativement important, puisqu'un grand nombre d'immigrants canadiens choisissent de s'établir dans cette région. Il est évident que la communauté francophone qui vit à Toronto est alimentée par ces flux annuels d'immigrants dont un certain nombre, même s'ils sont peu nombreux, connaissent le français. Cela contribue forcément à alimenter la population

francophone communities that receive far fewer immigrants each year, and very few francophone immigrants.

Éric may want to add something to what I've said.

Mr. Caron Malenfant: That's right. There are major differences from one region to another. One of our simulations clearly showed the extent to which immigration had to be increased to maintain the demographic weight.

Some regions were excluded, including Newfoundland and Labrador, and the Territories, because the demographic weight projections were not downward in these regions because of their migratory patterns. We also saw that the situation was very different from region to region. As Mr. Martel just mentioned, Toronto gets a lot of immigrants. In fact Ontario, Alberta and British Columbia receive many immigrants. In the simulation we ran in these regions, the increase required to maintain demographic weight was lower than elsewhere. So significant differences were identified, and the migratory patterns play an important role, although they are not the only factor.

Senator Clement: I'm less interested in the situation in Toronto. I'm from Cornwall, Ontario, and I'm more interested in the dynamics of small centres, which have more trouble attracting and retaining francophone immigrants.

Did your regional data help to shape the government's policy announced in February 2022?

Mr. Martel: Statistics Canada works very closely with many federal departments to help with their decision making. We contribute to IRCC's development of its immigration plans by providing data, and sometimes even the outcomes of demographic projections, in areas like the ethnocultural diversity of Canada's population. Scenarios are drawn up using different numbers of immigrants to determine the impact of various levels of immigration on Canada's population from different standpoints. So I'd say that these are things Statistics Canada does every day.

I would add that for smaller urban centres, the distribution pattern for immigrants in Canada has been somewhat different in recent years, and is changing. Twenty years ago, large numbers of immigrants went to the three biggest cities in Canada, Toronto, Montreal and Vancouver. But things have been changing somewhat over the past 10 years. Our immigrants are attracted to the regions partly on the basis of their economic vitality and the fact that there are existing immigrant

francophone qui vit à Toronto. La situation est probablement très différente dans le Nord de l'Ontario pour les communautés francophones qui reçoivent beaucoup moins d'immigrants chaque année, et très peu d'immigrants francophones.

Éric veut peut-être ajouter quelque chose à ce début de réponse.

M. Caron Malenfant : C'est exactement le cas. On voit des différences importantes d'une région à l'autre. Une de nos simulations permettait de voir clairement de combien il fallait augmenter l'immigration pour maintenir le poids démographique.

Certaines régions ont été exclues, soit Terre-Neuve-et-Labrador, de même que les territoires, puisque la projection du poids démographique n'était pas à la baisse dans ces régions. Ce fait est lié au phénomène migratoire dans ces régions. On voyait aussi que la situation est très différente d'une région à l'autre. Comme M. Martel vient de le mentionner, Toronto reçoit beaucoup d'immigrants. En fait, l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique reçoivent beaucoup d'immigrants. Dans ces régions, la hausse nécessaire, dans la simulation que nous avons faite et qui visait à maintenir le poids démographique, était moins importante qu'ailleurs. On voit donc d'importantes différences et le phénomène migratoire y joue une bonne part, bien que ce ne soit pas le seul facteur.

La sénatrice Clement : Je suis moins intéressée par la situation à Toronto. Je suis de Cornwall, en Ontario, et je m'intéresse davantage à la dynamique des petits centres, qui ont plus de difficulté à attirer et à retenir les immigrants francophones.

Vos données régionales contribuent-elles à former la politique du gouvernement, qui a été annoncée au mois de février 2022?

M. Martel : Statistique Canada collabore très étroitement avec un grand nombre de ministères fédéraux pour les soutenir dans leur prise de décisions. Nous contribuons aux travaux d'IRCC dans l'élaboration des plans d'immigration en fournissant des données, et parfois même des résultats de projections démographiques, par exemple sur la diversité ethnoculturelle de la population canadienne. On élabore des scénarios en utilisant différents nombres d'immigrants pour évaluer les impacts de différents niveaux d'immigration sur la population canadienne à différents égards. Je dirais donc que ce sont des choses que fait Statistique Canada tous les jours.

J'ajouterais que, pour les petits centres urbains, on a assisté, au cours des dernières années, à une distribution un peu différente, et qui est en évolution, de nos immigrants sur le territoire canadien. Il y a 20 ans, beaucoup d'immigrants se dirigeaient vers les trois plus grands centres urbains du Canada, soit Toronto, Montréal et Vancouver. Depuis une dizaine d'années, le phénomène s'est un peu diversifié. L'attraction qu'exercent les régions sur nos immigrants n'est pas sans lien avec la vitalité

communities, which can play a key role in the integration for new immigrants. These are factors that perform an important role in the capacity of small urban centres to attract immigrants, including French-speaking immigrants.

Once again, **Éric** might want to add something.

Mr. Caron Malenfant: I don't have much to add, except perhaps to say, once again, that the census provides information about each of the regions. We can get extremely detailed linguistic data on a regional scale to help monitor the situation.

Senator Clement: Thank you very much.

Senator Dalphond: I'd like to thank our guests. I have two questions.

With the help of your toolbox, can you measure the use of French at home in minority communities by francophone immigrants whose mother tongue is French? Is the rate comparable to the use of a different mother tongue for immigrants who speak other languages? In other words, are we seeing the same language transfer to English?

Mr. Martel: I'm not sure that I've seen studies on that. **Éric**, I need your help to answer this specific question on the use of French at home. I don't remember seeing any recent studies on that.

Mr. Caron Malenfant: You're talking about the use of French at home by people who speak a third language?

Senator Dalphond: Well, I'm talking about people whose mother tongue was French, who immigrated to a minority language community in Canada, outside Quebec. Are we seeing the same language transfer to English, as for people who come here and speak another language, like Italian or German?

Mr. Caron Malenfant: That's a very good question. Provisionally — because we have to check and follow-up with you — I'd say that immigrants whose mother tongue is French and who live in a region outside Quebec undergo several transfers. There are losses to English. A relatively large number of people use English at home. Your question asking whether the rate is comparable to what happens with people who speak of third language is a very good one. We'll have to get the data to you and follow-up. This information can be obtained from the census. However, there are some net losses for French-speaking immigrants. There are more transfers to English than the other way around.

économique ni avec l'existence de communautés immigrantes sur place, qui peuvent être une source d'intégration importante pour les nouveaux immigrants. Ce sont des facteurs qui jouent un rôle important dans la capacité des petits centres urbains d'attirer des immigrants, y compris des immigrants francophones.

Encore une fois, **Éric** veut peut-être ajouter quelque chose à cette réponse.

M. Caron Malenfant : Je n'ai pas beaucoup d'éléments à ajouter, sinon pour dire qu'on a, encore une fois avec le recensement, de l'information sur chacune des régions. On peut arriver, à l'échelle régionale, à des données extrêmement détaillées du point de vue linguistique pour faire un suivi de la situation.

La sénatrice Clement : Merci beaucoup.

Le sénateur Dalphond : Merci à nos invités. J'ai deux questions.

Vos instruments permettent-ils de mesurer l'utilisation du français à la maison en milieu minoritaire pour les immigrants francophones dont la langue maternelle est le français? Le taux d'utilisation est-il comparable à l'utilisation d'une langue maternelle autre pour les immigrants d'autres langues? Autrement dit, assiste-t-on au même phénomène de transfert linguistique vers l'anglais?

M. Martel : Je ne suis pas sûr d'avoir vu d'études à ce sujet. **Éric**, j'aurais besoin de toi pour répondre à cette question précise sur l'utilisation du français à la maison. Je ne me rappelle pas avoir vu d'études récentes à ce sujet.

M. Caron Malenfant : Vous parlez du taux d'utilisation du français à la maison par les personnes de langue tierce?

Le sénateur Dalphond : En fait, je parle des gens dont la langue maternelle était le français, qui immigreront au Canada en situation minoritaire, donc hors Québec. Assiste-t-on au même transfert linguistique vers l'anglais, comme c'est le cas pour les gens qui arrivent et parlent, par exemple, l'italien ou l'allemand?

M. Caron Malenfant : C'est une très bonne question. Sous toute réserve — et on pourra vérifier et faire un suivi avec vous —, les immigrants dont la langue maternelle est le français qui s'établissent dans une région hors Québec effectuent un certain nombre de transferts. Il y a des pertes au profit de l'anglais. On remarque un nombre relativement important de personnes qui utilisent l'anglais à la maison. Est-ce comparable ou est-ce la même chose pour les personnes de langue maternelle tierce? C'est une bonne question. On pourra vous fournir les données et faire le suivi avec vous. Cette information figure au recensement de la population. Toutefois, on voit des pertes nettes pour les immigrants de langue française. Il y a des transferts vers l'anglais bien davantage que l'inverse.

Senator Dalphond: My second question is about deciding on the language of schooling. Do immigrants to Canada whose mother tongue is French choose to send their children to a French or an English school in a minority community in the same proportion as francophones born in Canada?

Mr. Martel: Do you know the answer to that Éric? That's a very narrow question. I'm not sure that studies or numbers have been published on that subject recently.

Mr. Caron Malenfant: I believe that takes us back to the issue of children eligible for elementary and secondary French schooling in the minority official language. On the basis of the 2021 Census, information will be released in November that will show, for the whole population, the extent to which people attended French-language programs outside Quebec. This will include information about immersion programs. The survey on French-speaking minority community populations will also measure other facets of post-secondary education, such as which language is chosen when the time comes for people to choose a university.

So that's one dimension, but at the local level, everything depends on the presence or absence of French-language institutions, meaning elementary and secondary schools. Everything depends on where immigrants settled and whether or not they have options. Likewise for post-secondary and university education. People will often move to another city to attend a post-secondary educational institution. We will have more information on all of these patterns very soon, based on the new survey of official language minorities. Needless to say, some opt for French schools. As for proportions, we should have data on that very soon.

Senator Mockler: Mr. Martel and Mr. Caron Malenfant, I'd like to congratulate you on your extremely relevant work on behalf of the social and economic development of our communities. In connection with demographic projections, I'd like to talk about the partners who make collaboration possible when demographic projections are studied.

I have two questions. First, based on your experience, should the federal government increase or review its collaboration with provincial and territorial governments on immigration? How should this exercise be conducted?

Second, what concrete form should be taken by the federal government's commitment to supporting immigration as a key community development sector, compared to how this is dealt with in Bill C-13?

Le sénateur Dalphond : Ma deuxième question concerne le choix de la langue d'enseignement. Les immigrants dont la langue maternelle est le français, donc les francophones qui arrivent au Canada, choisissent-ils, dans la même proportion que les francophones de souche, d'envoyer leurs enfants à l'école française en situation minoritaire, ou choisissent-ils plus souvent de les envoyer à l'école anglaise?

M. Martel : Éric, connais-tu la réponse? Cette question est assez précise. Je ne sais pas si on a fait des études ou publié des chiffres à ce sujet récemment.

M. Caron Malenfant : Je crois que cela nous ramène à la question des enfants admissibles à l'instruction en français, au primaire et au secondaire, dans la langue officielle minoritaire. Avec le recensement de 2021 en novembre, on diffusera de l'information qui va justement permettre de voir, pour l'ensemble de la population, dans quelle mesure les gens ont fréquenté des programmes de langue française à l'extérieur du Québec. On aura de l'information aussi sur les programmes d'immersion. L'enquête sur les populations de langue française en situation minoritaire nous permettra également d'avoir une mesure d'autres dimensions pour l'enseignement postsecondaire, par exemple, pour savoir quelle langue on choisit lorsque vient le temps pour les gens de choisir une université.

Il y a donc cette dimension, mais tout dépend, à l'échelle locale, de la présence ou de l'absence d'institutions de langue française, donc d'écoles primaires et secondaires. Tout dépend du lieu de l'établissement des immigrants, à savoir s'ils ont ou non des possibilités. C'est la même chose pour l'enseignement postsecondaire et universitaire. Souvent, les personnes vont changer de ville pour fréquenter une institution d'enseignement postsecondaire. Nous aurons davantage d'information sur tous ces parcours très bientôt, avec la nouvelle enquête sur les minorités de langue officielle. Il va sans dire que certains optent pour l'école française. Pour ce qui est des proportions, nous devrions obtenir ces données très bientôt.

Le sénateur Mockler : Monsieur Martel, monsieur Caron Malenfant, je tiens à vous féliciter de votre travail tout à fait pertinent pour le développement social et économique de nos communautés. Pour ce qui est des projections démographiques, j'aimerais parler des partenaires qui nous permettent de collaborer quand on se penche sur les projections démographiques.

J'aurais deux questions. D'abord, selon votre expérience, le gouvernement fédéral devrait-il accroître ou revoir sa collaboration avec les gouvernements provinciaux et territoriaux dans le secteur de l'immigration? Comment cet exercice devrait-il se faire?

Deuxièmement, quelle forme concrète doit prendre l'engagement du gouvernement fédéral à appuyer l'immigration comme secteur clé de développement des communautés, par rapport à ce même aspect qui figure au projet de loi C-13?

Mr. Martel: Thank you for those astute questions, senator. They are complex.

I would say that in carrying out its mandate, Statistics Canada is already working closely with several provinces and territories, and even with some municipal bodies. This includes areas like demographic projections and demographic estimates, which are based on a partnership between Statistics Canada and the provinces and territories. We are in contact with them on a daily basis.

We sometimes use provincial and territorial data in making our own demographic estimates and projections. The provinces and territories constitute a key partner for my own work at the Centre for Demography. There are others, and we hold federal, provincial and territorial meetings every year to take stock of the work and discuss future collaborations between Statistics Canada and the provinces and territories. In the field of statistics, the language projections released in 2017 were the outcome of many consultations with our outside partners, and in some instances with other provinces and territories. These are held on a regular basis.

For your second question, I'll call upon Mr. Caron Malenfant. I believe you were speaking about the commitment to, and role of, immigration as a key sector. My view of this is that currently, Canada's demographic growth has been steady, but largely based on immigration. We have major challenges to meet with respect to workforce renewal and labour shortages. Immigration is increasingly becoming one of the ways to deal with these Canada-wide challenges. The role of immigration in maintaining the vitality and demographic weight of French-language populations outside Quebec becomes crucial because the other growth factors, like natural population growth, are no longer as significant, and negative trends have surfaced for other factors, such as the various types of language transitions. So yes, immigration is becoming a key factor in terms of demographic trends, along with its attendant consequences.

I often say that immigration is still highly concentrated in certain regions of Canada. One might even say that there are immigration "winners and losers" because some regions receive very few at the moment, for all sorts of reasons. Would you like to expand on that Mr. Caron Malenfant?

The Chair: Please be brief, because we need to wrap up our meeting soon.

Mr. Caron Malenfant: I don't have anything to add.

M. Martel : Merci, sénateur, pour ces très bonnes questions. Elles sont complexes.

Pour ce qui est des collaborations avec les provinces et les territoires, je dirais que, dans l'exercice de son mandat, Statistique Canada collabore déjà de façon très étroite avec plusieurs provinces et territoires, et même avec des entités municipales. Cela inclut les domaines de projections démographiques et d'estimations démographiques. Celles-ci sont basées sur un partenariat entre Statistique Canada et les provinces et territoires. Nous sommes en contact avec eux sur une base quotidienne.

Parfois, nous utilisons des données des provinces et des territoires dans l'exercice de nos propres estimations, de nos projections démographiques. Personnellement, pour mon travail au Centre de démographie, les provinces et les territoires sont un partenaire clé. Il y en a d'autres, et nous avons chaque année des réunions fédérales, provinciales et territoriales pour faire le point sur les travaux et sur la collaboration futurs entre Statistique Canada et les provinces et territoires. Dans le domaine de la statistique, les projections linguistiques diffusées en 2017 avaient fait l'objet de nombreuses consultations avec nos partenaires externes et, dans certains cas, avec d'autres provinces et territoires. Ce sont des choses qui se font régulièrement.

Quant à votre deuxième question, je devrai avoir recours à M. Caron Malenfant. Vous parliez, je crois, de l'engagement et du rôle de l'immigration comme un secteur clé. Ce que je dirais à ce propos, c'est que, actuellement, la croissance démographique canadienne est soutenue, mais repose en grande partie sur l'immigration. Nous avons d'importants défis à relever en ce qui a trait au renouvellement de la main-d'œuvre et des pénuries de main-d'œuvre. De plus en plus, l'immigration apparaît comme l'une des façons de gérer ces défis à l'échelle canadienne. L'importance de l'immigration pour la vitalité et le maintien du poids démographique des populations de langue française à l'extérieur du Québec devient cruciale, parce que les autres facteurs de croissance sont de moindre importance aujourd'hui, comme l'accroissement naturel, où l'on observe des tendances négatives pour les autres facteurs, comme les différents types de transitions linguistiques. Oui, l'immigration devient assurément un facteur très important sur le plan des tendances démographiques, avec ce que cela implique.

Je dis souvent que l'immigration est encore très concentrée dans certaines régions du Canada. On pourrait dire qu'il y a des gagnants et des perdants, entre guillemets, de l'immigration, parce que certaines régions n'en bénéficient que très peu actuellement, et ce, pour toutes sortes de raisons. Monsieur Caron Malenfant, voulez-vous ajouter quelque chose à ma réponse?

Le président : Je vous invite à être bref, car nous devons conclure notre réunion bientôt.

M. Caron Malenfant : Je n'ai rien à ajouter.

The Chair: Senator Mockler, we'll have to take your question at another meeting.

Thank you very much, Mr. Martel and Mr. Caron Malenfant, for your presentations and your helpful answers. You have demonstrated the important contribution of Statistics Canada to our study, and also how it is helping us work our way towards more francophone immigration to Canada.

Thank you for coming. Thank you, colleagues, for your questions and your commitment, and I'd also like to thank the staff. I want to remind subcommittee members that they need to reconnect on Teams for our meeting. We need to leave Zoom mode and connect to Teams. Thank you very much, and I'll see you next week.

(The meeting is adjourned.)

Le président : Sénateur Mockler, il faudra garder votre question pour une autre réunion.

Merci beaucoup, messieurs Martel et Caron Malenfant, pour vos présentations et vos réponses pertinentes. Cela montre bien le rôle important que joue Statistique Canada dans le cadre de notre étude, d'une part, et pour ce qui est de nous aider à cheminer vers une immigration francophone plus importante au pays, d'autre part.

Merci beaucoup d'avoir été avec nous. Merci de vos questions et de votre engagement, chers collègues, et merci aussi au personnel. Je rappelle aux membres du sous-comité qu'ils devront se rebrancher sur Teams pour notre réunion. Il faut quitter le mode Zoom et se brancher sur Teams. Merci beaucoup, et à la semaine prochaine.

(La séance est levée.)
